

POPOTE

l'actu à feu doux

LE GOÛT DE L'ENGAGEMENT

Rencontres avec ceux
qui font bouger les lignes



ÉDITO

Popote signe la fin de nos trois ans à l'École de journalisme de Toulouse. Au moment de choisir le thème de ce magazine, une idée est revenue en boucle : 2022, année de la présidentielle et d'une possible abstention record. Car la société aujourd'hui semble de moins en moins engagée. Mais est-ce vraiment le cas ?

Ainsi est né *Popote*, le magazine qui parle d'engagement, sous toutes ses formes. Nous nous sommes lancés, engagés dans cette aventure avec la volonté de montrer que l'engagement est partout. Mais pourquoi *Popote* ? Faire la tournée des popotes, c'est aller à la rencontre des élus, des militants. C'est ce que nous avons essayé de faire : aller à la rencontre de ceux qui s'engagent. Pas seulement en politique, mais aussi pour l'environnement ou sur les réseaux sociaux, dans les campagnes et dans les villes.

Nous voulions raconter les histoires de ceux qui consacrent leur vie à une cause. Et nous nous sommes rendu compte que l'engagement, c'est comme la cuisine : il n'existe pas qu'une seule recette, et chacun suit la sienne.

Gentiane Goubet et Line Chopin

L'ÉQUIPE

Directeur de publication

Pierre Ginabat

Directrice de la rédaction

Virginie Peytavi

Rédaction en chef

Gentiane Goubet, Line Chopin

Chefs d'édition

Candice Doussot, Alizée Dubus, Axel Perru

Cheffe photo

Joséphine Maunier

Ont participé à ce numéro

Perrine Aubert, Line Chopin, Emilie Dias, Candice Doussot, Alizée Dubus, Sabrina El Mosselli, Gentiane Goubet, Clément Machecourt, Joséphine Maunier, Axel Perru, Mariane Riauté, Arthur Quentin, Sacha Tisic

Remerciements

Niamh Barber, Emmanuelle Calvisi, Sandrine Lucas

Pictogrammes

The Nounproject : AFY Studio, Baboon designs



Imprimeur : Evoluprint

ISSN en cours

École de journalisme de Toulouse
31, rue de la Fonderie, 31000 Toulouse

Tél : +33(0)5 62 26 54 19

www.ejt.fr / infos@ejtprod.fr

POPOTE AU FEU

Temps de préparation : 4 mois

Temps de lecture : 2 heures

Ingédients (pour 67 millions de personnes):



UN BOUQUET GARNI DE PORTRAITS

José Bové, le fédérateur	p. 6
Latifa Ibn Ziaten, la combattante	p. 10
Cédric Herrou, l'humain	p. 14
Titou Lecoq, la pédagogue	p. 18



120 GR DE POLITIQUE

Les partis s'évaporent à petit feu	p. 26
La jeunesse du parti pris	p. 30
Les citoyens font leur tambouille	p. 32

200 ML D'ÉCOLOGIE PURE

Engagement grandeur nature	p. 40
L'infécondité volontaire	p. 46
Le désir de non-maternité	p. 49
DOSSIER : La fast fashion à la sauce écolo?	p. 50

UNE PINCÉE DE NUMÉRIQUE

L'engagement du clic	p. 62
Le meme, activisme 3.0	p. 64
En ligne face à la pédocriminalité	p. 67





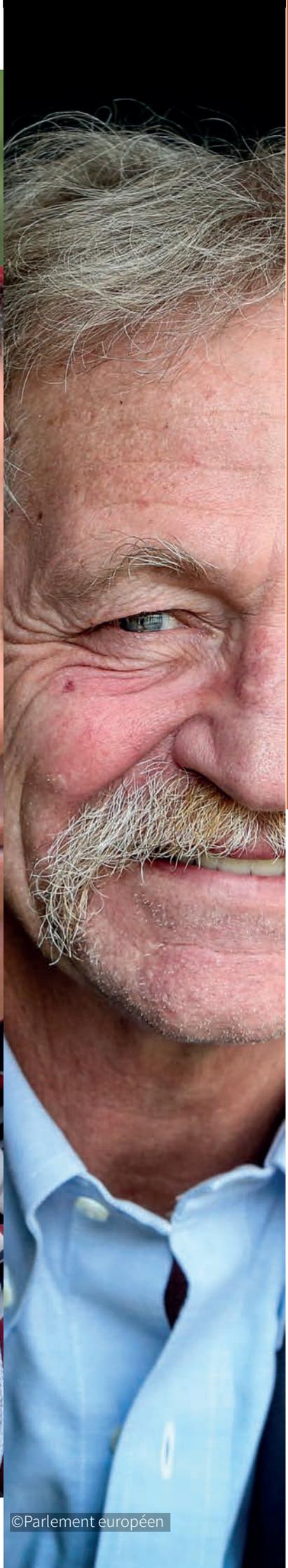
©C. NIESAWER



©L. VENANCE / AFP



©L. MARIN / AFP



©Parlement européen

Devenus des personnalités publiques, ils sont, chacun à leur façon, des symboles de l'écologie, du vivre-ensemble, de la protection des migrants ou encore du féminisme. Ils dédient leur vie à leurs causes. En espérant faire bouger les lignes.

PORTRAITS CISELÉS

JOSÉ



BOVÉ, LE FÉDÉRATEUR

Antimilitarisme, écologie, altermondialisme : la vie de José Bové s'est construite autour de ses combats. Fidèle à ses engagements, ce paysan du Larzac a su rassembler, au point de devenir la figure insoumise du militantisme français.

Par Gentiane GOUBET - Photos : Parlement européen, AFP

À Montredon, hameau d'une dizaine d'habitants perché sur le plateau du Larzac, dans l'Aveyron, il est difficile de le rater. Avec sa pipe et ses longues moustaches façon Astérix, José Bové est la star locale. Depuis 1976, il habite sur ce territoire qu'il a rejoint au début des années 70. Un « lieu particulier ». Un lieu qui l'a construit en tant que militant, et qui l'a érigé comme modèle d'un engagement à toute épreuve. Fin 1971, la lutte du Larzac vient de commencer : les paysans installés sur le plateau refusent que leurs terres soient utilisées pour l'extension d'un camp militaire. Natif de Talence, en Gironde, José Bové est alors étudiant à Bordeaux. Il a 18 ans. Objecteur de conscience, il refuse d'accomplir son service militaire, pourtant obligatoire. *« Ça a été mon premier engagement, une prise de conscience contre l'arme atomique et la militarisation de la société, affirme celui qui a aujourd'hui 68 ans. J'ai vu la lutte du Larzac comme la continuité de ce premier combat. »* Membre, à Bordeaux, d'un groupe de recherche et d'action non-violente, José Bové se retrouve dans la volonté affichée par les partisans du Larzac de lutter sans brutalité. Celui pour qui l'engagement est *« un passage d'un sentiment de colère et d'indignation à l'action »* décide alors de rejoindre, en 1973, les paysans dans leur lutte. *« Il faisait partie de ces gens de l'extérieur, qu'on appelait*

les "gauchistes" à l'époque, se remémore Léon Maillé, agriculteur natif du Larzac. Au tout début, il dérangeait. Et puis il est devenu paysan lui aussi, un paysan différent. »

Un visionnaire

Ce nouveau paysan ne mettra alors que peu de temps à fédérer le mouvement et la lutte derrière lui. *« Quand il était aux réunions, il avait un langage à lui. Il était dynamique, c'était un vrai leader », loue Léon Maillé. Un militant remuant, voire grande gueule, en qui les paysans se retrouvent. « On s'est complètement rejoints sur le côté lutte. C'est quelqu'un de déterminé, de bosseur ; il nous a beaucoup appris », se souvient Christian Roqueirol, lui aussi paysan sur le Larzac, qui le connaît depuis « bientôt 40 ans ».*

« José, il a toujours l'idée qu'il faut, quand il faut ! ajoute Léon Maillé. Il voit plus loin que les autres, il a toujours un coup d'avance. On peut dire que c'est un visionnaire. » Des idées comme faire paître des brebis sous la tour Eiffel, en octobre 1972, pour interpeller l'opinion nationale et ainsi *« amener l'adhésion des gens »* à la lutte. *« Le Larzac était très éloigné des centres d'information. Quand il n'y a pas d'autres moyens, la seule façon de pouvoir avancer, c'est de faire parler de soi », résume le militant aux moustaches grisonnantes.*

Une façon de voir les choses qui a réussi au Larzac. En 1981, François Mitterrand, tout juste élu président de la République, annonce l'abandon du projet d'extension du camp militaire. Une victoire que José Bové

refuse de considérer comme sienne : « C'est une grande fierté, mais elle n'est pas personnelle. C'est une fierté collective. » Pourtant, sur le Larzac, on ne cache pas l'influence du Girondin sur la persistance et le succès de la lutte. « Il a vraiment boosté le militantisme. Sans lui, je ne sais pas si j'aurais continué, si on aurait continué », appuie Christian Roqueirol.

Un cérébral

José Bové est ainsi devenu, très vite, un leader naturel. S'il tire sa force de ses convictions et de son caractère affirmé, il se nourrit aussi des contacts noués au fil de ses combats. « Il connaît un tas de monde, et il a une mémoire phénoménale, il se souvient de tout, atteste Léon Maillé, avant d'égrener les anecdotes. On a habité à 200 mètres l'un de l'autre. Un jour, il est arrivé chez moi et m'a dit qu'il venait de recevoir un coup de fil de Laurent Fabius. Une autre fois, il m'a montré une photo de lui bras dessus, bras dessous avec Evo Morales... Moi, à côté, j'étais juste un paysan normal ! », sourit le Larzacien.

Des liens avec des personnalités éclectiques qui soulignent l'importance chez José Bové de la convergence des luttes, et qui lui confèrent aussi une légitimité sur de nombreux sujets. « C'est quelqu'un qui a une grande connaissance philosophique, historique, mais aussi une énorme expertise technique, confirme Anne Lacouture, qui a été sa collaboratrice pendant dix ans au Parlement européen. C'est quelqu'un qui a toujours expliqué qu'il faut fonctionner sur deux pieds, du local au global, du philosophique au technique. »

Une expertise qui lui ouvre les portes de l'engagement politique, ce qu'il voit comme « une continuité et une opportunité ». Après un échec à la présidentielle de 2007 – où il ne recueille que 1,32 % des suffrages – il est élu député européen en 2009. « J'étais engagé dans beaucoup de domaines, alors pourquoi laisser à d'autres le fait de représenter les citoyens dans les instances démocratiques ? », justifie-t-il. Du côté de ses proches, si certains voient ce départ vers Bruxelles comme une suite logique, d'autres sont surpris et se sentent délaissés. « À partir de là, on l'a beaucoup moins vu, on ne savait pas trop ce qu'il faisait. Je trouve qu'il a assez vite coupé les liens avec nous, les paysans », regrette Christian Roqueirol.

L'agriculteur se dit surtout « très déçu » que José Bové ait donné son assentiment pour

installer, en 2016, la 13^e demi-brigade de Légion étrangère (DBLE) sur le Larzac. « C'est un creve-cœur de les voir s'entraîner là, on a l'impression de repartir comme avant. On aurait au moins aimé en discuter en amont avec lui. » Fédérateur, rassembleur, José Bové peut parfois aussi faire cavalier seul. « C'est un bon stratège, mais par moments, on trouvait qu'il prenait trop de place. Il fallait qu'on lui rappelle qu'il ne pouvait pas tout décider seul », lance Christian Roqueirol.

Anne Lacouture, en revanche, garde le souvenir de quelqu'un de « très à l'écoute et ouvert aux propositions, même s'il portait des engagements sur lesquels on ne pouvait pas revenir ». Et celle qui a rencontré José Bové au début des années 2000, lors d'une opération de fauchage volontaire dans un champ d'OGM, ne comprend pas les critiques à l'encontre de l'ancien député européen. « José a continué, droit dans ses bottes, ses batailles, il n'a pas du tout changé. C'est quelqu'un qui a toujours fait bouger les lignes, que ce soit dans le



2 juin 2009, José Bové fait



campagne à Marseille pour les élections européennes. ©A.-C. POUJOLAT

« LES SEULS COMBATS QU'ON A PERDUS, C'EST CEUX QU'ON N'A PAS COMMENCÉS »

syndicalisme ou en politique. C'est vrai qu'il a brouillé les codes en arrivant à Bruxelles, mais c'est le regard des autres sur lui qui a changé, pas le fond de sa pensée. »

Un intrépide

Les critiques sur son passage en politique, José Bové les a encaissées sans broncher. « *Il ne rend de comptes à personne* », résume Christian Roqueiro. « *Il a pris des coups dans sa vie, mais ce n'est pas grave*, continue Léon Maillé. *Il ne sait pas ce que c'est que la peur.* » Chez José Bové, l'engagement est ainsi quasiment viscéral : « *Ce n'est pas une question d'envie, mais de nécessité. À partir du moment où l'on pense qu'il est important d'agir face à une situation, alors il faut s'engager. Même si le combat doit prendre dix ou quinze ans.* »

Pour porter ses convictions et mener à bien ses combats, le militant ne recule devant rien. Pas même la prison, dans laquelle il passe trois semaines après l'opération de démontage du McDonald's de Millau, en 1999 – une action

symbolique, pour dénoncer la malbouffe et les sanctions de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à l'encontre d'exportations françaises, comme le roquefort, produit emblématique de l'Aveyron.

Une action d'envergure, dont la médiatisation a largement contribué à sa renommée. Et en 50 ans de militantisme et de combats, José Bové a eu le temps de faire des adeptes. « *Il a toujours été fidèle à ses convictions, à ses amis de lutte aussi. J'ai toujours trouvé ça très inspirant*, témoigne Anne Lacouture, de 30 ans sa cadette. *Il a fait naître une nouvelle génération de militants, dont je fais partie.* »

Aujourd'hui, José Bové défraie moins la chronique, et son engagement n'a plus l'ampleur passée. Mais ses compagnons de lutte, et en particulier ceux du Larzac, veulent retenir de lui « *cette envie de tout faire et surtout, cette pensée qu'il pouvait le faire*, admire Léon Maillé. *Rien ne l'arrête. Comme il me disait toujours : "Les seuls combats qu'on a perdus, c'est ceux qu'on n'a pas commencés".* » 🗑️

LATIFA



IBN ZIATEN, LA COMBATTANTE

Imad Ibn Ziaten a été la première victime du terroriste Mohamed Merah, à Toulouse. Depuis la mort de son fils, en 2012, Latifa Ibn Ziaten s'est engagée en créant l'association IMAD, pour la jeunesse et la paix. En sillonnant les collèges, les lycées, ou encore les prisons de France, elle lutte contre la radicalisation.

Par Line CHOPIN - Photos : Association IMAD

Mars 2012. Imad Ibn Ziaten a 30 ans. Deuxième fils de Latifa et d'Ahmed Ibn Ziaten, il est militaire et dépend du régiment de Francazal, à côté de Toulouse. Le 11 mars, Mohamed Merah lui donne rendez-vous devant un gymnase, prétextant vouloir acheter sa moto. Il tue le militaire d'une balle dans la tête. Imad Ibn Ziaten est la première victime du terroriste âgé de 23 ans. Mohamed Merah assassinera au total sept personnes à Toulouse et Montauban, avant d'être abattu par le RAID le 22 mars 2012.

À la mort de son fils, Latifa Ibn Ziaten se sent perdue. « *Je voulais faire quelque chose pour qu'Imad soit toujours là, mais je ne savais pas quoi* », confie-t-elle. Un ami venu lui présenter ses condoléances lui suggère de fonder une association. Latifa Ibn Ziaten y réfléchit, et en discute avec sa famille. Le 24 avril, IMAD, pour la jeunesse et la paix, est créée. « *Mais je n'avais pas franchement cette idée d'aller sur le terrain, pas du tout, se remémore la Franco-marocaine de 62 ans. C'était vraiment pour qu'il ne soit pas oublié.* »

Le déclic vient deux mois plus tard. De Sotteville-lès-Rouen, en Seine-Maritime où elle réside, Latifa Ibn Ziaten ressent le besoin de faire la route jusqu'à Toulouse, où son fils a perdu la vie. Elle veut comprendre. « *Ma famille*

ne voulait pas que j'y aille, raconte-t-elle. Je leur ai dit : "Si, je vais y aller. C'est important que j'aie vu où est tombé mon fils". »

Comprendre

Après s'être recueillie au gymnase, la mère d'Imad Ibn Ziaten décide de se rendre dans le quartier des Izards, au nord de Toulouse, où a grandi Mohamed Merah. Elle tombe sur un groupe de « *six ou sept* » jeunes, « *complètement livrés à eux-mêmes* ». Lorsqu'elle leur demande s'ils savent où habitait le terroriste, ils lui répondent que Mohamed Merah est « *un martyr, un héros de l'islam* ». Sans se démonter, Latifa Ibn Ziaten rétorque qu'elle est la mère du militaire assassiné. Le groupe s'excuse, puis se justifie. « *Ils m'ont dit : "La République nous a oubliés. Regardez où on habite. On n'a rien. Quand les rats sont enfermés, ils sortent et font des ravages dans la société. Voilà ce qu'on est"* », rapporte-t-elle. Ces paroles la marquent, et lui permettent de donner un sens à l'association : aider les jeunes qui se sentent désœuvrés, pour qu'il n'y ait pas de second Mohamed Merah.

« *Tout a commencé grâce à cette jeunesse qui m'a ouvert les yeux. Il y a beaucoup de fractures, beaucoup de souffrances, beaucoup d'oublis. Il n'y a pas d'égalité des chances, et un gros travail à faire* », constate Latifa Ibn Ziaten. Depuis, elle mène des interventions dans les collèges, les lycées, les foyers, les prisons, partout. « *Deux à trois par semaine* », compte-

t-elle, auxquelles s'ajoutent des projets éducatifs, des conférences tous publics, des tables rondes. Deux livres, aussi : *Mort pour la France : Mohamed Merah a tué mon fils*, paru en 2013, et *Dis-nous Latifa, c'est quoi la tolérance ?*, co-écrit avec Anne Jouve, en 2016. Si ça ne tenait qu'à elle, Latifa Ibn Ziaten ne s'arrêterait jamais : c'est sa famille qui doit lui dire de prendre du temps pour elle.

Dialoguer

En 2016, puis en 2017, deux documentaires lui sont consacrés. Jarmila Buzková signe le premier d'entre eux, intitulé *Latifa, une femme dans la République*. C'est en voyant la mère d'Imad donner des interviews dans les médias que la réalisatrice décide de la suivre sur le temps long. « Elle posait des mots très justes sur beaucoup de problèmes. J'ai été absolument saisie par ça », pointe la réalisatrice. Mais lorsqu'elle est approchée pour ce projet, Latifa Ibn Ziaten commence par décliner l'invitation. « Elle est très pudique, elle ne voulait

pas se dévoiler. Elle avait l'impression que si on la suivait, elle ne pourrait pas vraiment faire ce qu'elle voulait », se souvient Jarmila Buzková. Peu à peu, Latifa Ibn Ziaten lui accorde sa confiance et accepte de participer au documentaire. D'avril à octobre 2015, Jarmila Buzková et son équipe la suivent partout. Elle se souvient des interventions dans les établissements scolaires, notamment dans des lycées dits difficiles, « parce que c'est là qu'on fait appel à elle ». « Quand Latifa arrivait, il y avait un silence de cathédrale, instantanément, décrit la réalisatrice, impressionnée. Elle commençait en général par raconter son histoire, puis elle demandait si les élèves avaient des questions à lui poser. Il y en a qui fondaient en larmes, qui exprimaient leur désarroi, des choses très touchantes. Les enseignants étaient souvent stupéfaits, comme s'ils découvraient une autre facette de leurs élèves. »

Le dialogue est le fer de lance de l'engagement de Latifa Ibn Ziaten : « Le jeune a besoin



« QUAND LATIFA ARRIVAIT, IL Y AVAIT UN SILENCE DE CATHÉDRALE, INSTANTANÉMENT »

d'être mis en confiance. Il ne faut pas lui dire "Tu ne vas pas réussir, c'est fini pour toi". Là, on casse l'envie de l'enfant, son rêve, même s'il ne le dit pas. » La responsable de l'antenne toulousaine de l'association IMAD, Anne-Marie Guyot, considère que c'est aussi la simplicité du discours qui le rend percutant : *« Elle est audible par tout le monde. Et aujourd'hui plus que jamais, avec cette montée de la haine et de la peur de l'autre, on aurait besoin de plus de personnes comme Latifa. »*

Persévérer

Le dynamisme et la volonté de Latifa Ibn Ziaten ne sont pas apparus du jour au lendemain. *« La décision de fonder une association suite à cette tragédie, ça ne vient pas de nulle part »,*

estime Jarmila Buzková. La mère d'Imad le reconnaît elle-même : *« La perte de mon fils a réveillé ce qui dormait à l'intérieur de moi. J'avais quelque chose, quelque part au fond de mon cœur, qui me disait de ne rien lâcher. »*

Une pugnacité qu'elle doit certainement à son histoire familiale. Elle naît en 1960, au Maroc. Alors que Latifa n'a que quelques semaines, sa mère demande le divorce, *« à une époque où ça ne se faisait pas »*. En conséquence, la famille doit quitter le Maroc, et part s'installer à Ceuta, en Espagne. Latifa Ibn Ziaten se souvient de sa mère comme d'une femme *« très courageuse, qui n'a jamais baissé les bras »*. Lorsque la petite fille a neuf ans, sa mère décède, et elle doit retourner au Maroc. Elle vit un temps chez son père, mais finit par s'enfuir chez sa grand-mère. Cette dernière l'élève jusqu'à son mariage avec Ahmed, à 17 ans, et son départ pour la France. *« C'était une femme extraordinaire, qui m'a donné la chance de bien grandir, avec des valeurs. Elle m'a appris des choses qui m'ont servi, qui ont servi à mes enfants, et qui me servent encore aujourd'hui »,* loue Latifa Ibn Ziaten.

Son engagement est aujourd'hui largement reconnu à l'échelle nationale et internationale. En 2015, elle est décorée chevalier de la Légion d'honneur, puis devient en 2020 officier de l'ordre national du Mérite. En décembre dernier, elle s'est envolée pour les États-Unis pour recevoir sa dernière récompense en date : le « Prix Zayed pour la fraternité humaine », aux côtés d'António Guterres, actuel secrétaire général des Nations unies, également lauréat.

À l'avenir, Latifa Ibn Ziaten aimerait créer un centre pour travailler avec les parents des jeunes qu'elle rencontre. Dix ans après le début de son combat, elle ne se décourage pas : *« J'ai aidé des familles qui, aujourd'hui, ont pris le bon chemin. Je vois mon fils grandir à travers l'association. »* 📦



Latifa Ibn Ziaten a rencontré 1 730 jeunes.

CÉDRIC



HERROU, L'HUMAIN

Poursuivi par la justice pour avoir aidé des étrangers en situation irrégulière à traverser la frontière entre la France et l'Italie, l'agriculteur des Alpes-Maritimes a été relaxé en mars 2021. Dans sa vallée de la Roya, Cédric Herrou a créé un refuge où il accueille des migrants pour une durée indéterminée.

Texte et photos : Perrine AUBERT

Après avoir longtemps ouvert les portes de sa maison, Cédric Herrou n'invite plus chez lui. Aujourd'hui, il donne rendez-vous aux Tuileries, dans le centre de Breil-sur-Roya, à une cinquantaine de kilomètres au nord-est de Nice.

Il a fait de ce bâtiment sur quatre niveaux un foyer pour ses « *compagnons* ». Il y a un peu plus d'un an, il a fondé ici la communauté Emmaüs Roya avec celle qui partage sa vie, Marion Gachet-Dieuzeide. Si les sans-papiers sont moins nombreux à franchir les montagnes depuis l'Italie, ceux qui parviennent en terre Herrou « *restent de plus en plus longtemps* ».

Ici, la production de la ferme est vendue par la communauté, contrairement aux autres structures Emmaüs en France qui écoulent leur bric-à-brac. Le militant guide ses compagnons, des hommes et des femmes aux vies « *fracassées* » et pour la plupart sans-papiers, dans leur reconstruction. Idrissa est l'un d'entre eux. Ce Guinéen a traversé la Méditerranée avec sa famille. Après avoir connu la rue, l'homme a trouvé refuge aux Tuileries il y a deux mois. « *On est comme des amis. Ici, c'est bien pour nous, on travaille beaucoup* », décrit le trentenaire en ponçant du bois. « *Moi, j'essaye de leur donner un cadre d'autorité sans être autoritaire. Ils ont un semblant de vie de famille* », lance Cédric Herrou. La récolte des olives, des œufs, le maraîchage et le bricolage rythment les journées. « *Il n'y*

a rien d'impossible, on touche à l'électricité, à la plomberie, au bois, s'exclame-t-il. On fait tout, c'est ça qu'ils aiment. Et si on ne sait pas faire, on fait quand même, on apprend. »

Derrière ses lunettes arrondies, il se concentre sur la fixation des portes de la douche d'une des suites familiales. Jean élimé, pull camionneur et grosses chaussures ; « *c'est mon côté punk* », lâche le Niçois, un large sourire aux lèvres. La seule fois où il a changé de look, c'était pour la montée des marches sur la Croisette. En 2018, le Festival de Cannes récompense d'un prix spécial le documentaire *Libre* de Michel Toesca, dont l'agriculteur est le personnage central.

Un hors-la-loi

Parce qu'il a commencé à médiatiser son combat pour dénoncer la politique migratoire du gouvernement en 2016, Cédric Herrou est devenu depuis la figure de proue de l'aide aux migrants. Hésitant au départ, il a ensuite assumé sa notoriété afin d'embrasser son combat politique.

Au moins deux fois par jour, il conduit ses compagnons des Tuileries jusqu'à son exploitation, en prenant la route sinueuse qui descend vers la ville italienne de Vintimille. C'est sur cette même route, six ans plus tôt, que le néo-rural croise le chemin d'une famille africaine qui marche sur le bas-côté. Il les embarque dans sa voiture presque à contrecœur, tant il veut rester loin des problèmes. Mais la seule idée de les imaginer renversés par un chauffard lui est insupportable. Le lendemain, il les aide à fuir la

vallée, où les forces de l'ordre reconduisent à la frontière italienne tous les sans-papiers. Sa voisine, Françoise Cotta, lui donne un coup de main. Cette avocate pénaliste héberge elle-même les âmes de passage. « *Je ne l'ai pas vraiment aidé, s'emporte la Niçoise. On était tous [les habitants de la vallée, N.D.L.R.] engagés là-dedans. On a fait des choses parce qu'on devait les faire.* »

Cet itinéraire est le déclic qu'il n'arrive pas à expliquer, et qui le conduit à une longue série de trajets similaires. Cédric Herrou en oublie les risques qu'il prend. « *Il y a un côté adrénaline, ça devient une drogue, clairement. Et il y a un côté aussi où tu te sens responsable des gens.* » En août 2016, il est interpellé avec huit migrants érythréens qu'il convoie dans son véhicule. Première garde à vue. Quelques jours plus tard, il participe à l'ouverture d'un squat dans un bâtiment désaffecté de la SNCF pour accueillir une cinquantaine d'Érythréens. Les ennuis judiciaires débutent. Cédric Herrou se défend, mais retourne surtout l'accusation : c'est l'État qui est hors-la-loi en empêchant les migrants de déposer leur demande d'asile. Un combat de longue haleine, se souvient Marion Gachet-Dieuzeide : « *On passait des heures à lire des textes de loi, à faire des Cluedo juridiques pour essayer de trouver des stratégies.* »

Après plus de quatre ans de procédures, Cédric Herrou sort victorieux au printemps

dernier. « *Tout le monde s'est dit que j'allais finir en prison, et on a gagné.* » En juillet 2018, les Sages du Conseil constitutionnel consacrent le « principe de fraternité ». Ceux qui viennent en aide à des étrangers en situation irrégulière « dans un but humanitaire » ne peuvent être poursuivis.

Il arrive encore à l'agriculteur niçois de faire passer la frontière à des migrants, mais c'est plus rare. « *Il n'est plus directement sur le terrain* », commente Françoise Cotta, tout en reconnaissant à Cédric Herrou l'énergie avec laquelle il a monté sa communauté Emmaüs. De son côté, l'avocate continue les distributions alimentaires sous les ponts de Vintimille.

Un néo-rural

L'importance de recueillir les plus faibles lui est inculquée dès son plus jeune âge. Sa mère, assistante maternelle, s'occupe d'enfants placés par l'Aide sociale à l'enfance. Le jeune Cédric a alors l'habitude de partager ses jouets et sa maison avec d'autres gamins. Il joue « *avec des Noirs et des Arabes* » dans le quartier populaire de l'Ariane, à l'est de Nice, construit dans les années 70 pour loger la main-d'œuvre venue d'Afrique du Nord. En classe, il regarde plus souvent par la fenêtre que ses copies. À 16 ans, il quitte les bancs de l'école pour la mécanique. Après avoir baroudé plusieurs mois en Afrique, il rentre en Europe où il enchaîne les « *teufs* », raconte-t-il dans



son livre *Change ton monde*, paru en 2020. Ses 20 ans passés, il dort dans un break garé au bout d'un chemin forestier et travaille comme mécanicien.

En suivant son frère, Cédric Herrou atterrit à Breil-sur-Roya, bourgade d'à peine plus de 2 000 habitants, coincée dans une vallée entre la France et l'Italie. Ici, il a pour seule volonté de se couper du monde, ce qui semble aisé dans cette enclave difficile d'accès. En 2002, il achète un terrain à flanc de colline, sans accès direct à la route. Un coin sauvage où il veut vivre seul, en autonomie. Il réalise un rêve de gosse. Mais dans la vallée, il n'est qu'un néo-rural de plus, un étranger. « *Les gens, ça les a gonflés que la vallée soit connue grâce à quelqu'un qui n'est pas d'ici. [...] Je suis sans filtre, je les provoque à fond.* » Si la moitié des agriculteurs sont des néo-paysans, la distinction perdure entre ceux qu'on appelle les babos, les jeunes voulant se rapprocher de la nature, et les familles du cru.

Un politique ?

Depuis ses cultures en hauteur, Cédric Herrou regarde avec attention le monde en contrebas. « *Ça se fachise à fond* », juge-t-il. Il se revoit petit devant les débats entre Jean-Marie Le Pen et Bernard Tapie. Les échanges houleux entre les deux politiques le fascinent. « *Même si on n'aime pas, on aime. Il y a cette peur, ce fantasme de la civilisation envahissante et ça excite le cerveau.* »

« LES GENS, ÇA LES A GONFLÉS QUE LA VALLÉE SOIT CONNUE GRÂCE À QUELQU'UN QUI N'EST PAS D'ICI »

Celui qui a fait la Une du *New York Times* à trois reprises ne sait pas pendant combien de temps encore il sera agriculteur. La vente d'œufs, de légumes ou encore d'huile d'olive n'est pas suffisante pour subvenir aux besoins de la quinzaine de personnes logées aux Tuileries. Le militant pense ouvrir une cantine pour apporter une plus-value à ses produits. Mais après s'être rendu indispensable pendant tant d'années, Cédric Herrou s'imagine peut-être, à 41 ans, entrer en politique, toujours pour lutter en faveur d'un système plus juste.

Mi-décembre, un jeune garçon est retrouvé frigorifié, les pieds en sang, à Breil-sur-Roya. Comme à son habitude, le militant filme son face-à-face avec les forces de l'ordre en plaçant son téléphone dans la poche supérieure de sa veste. Bref échange, on lui demande s'il le prend avec lui. « *Si je n'avais pas été là, il aurait été ramené en Italie* », s'exaspère l'ancien mécano. Aujourd'hui, l'afflux migratoire s'est tari. Les migrants ne s'aventurent plus dans la vallée, ils passent 30 kilomètres plus au sud, à Menton, ou remontent dans les Hautes-Alpes. Cédric Herrou ne parle plus de crise migratoire mais d'un manque d'accueil. « *Moi, ce qui m'indigne, c'est la maltraitance des gens [...], qu'il n'y ait pas du tout de gestion pragmatique de la migration. [...] On abîme les gens mais ils resteront sur le territoire quoi qu'on veuille.* » 🗑️



TITIOU



LECOQ, LA PÉDAGOGUE

Parmi les premières à se revendiquer féministe sur Twitter, à parler masturbation ou à décompter les féminicides, Titiou Lecoq est l'une des voix du féminisme les plus influentes chez les jeunes. L'humour en plus.

Par Alizée DUBUS - Photos : Titiou LECOQ, Céline NIESAWER

2011. L'affaire Dominique Strauss-Kahn (DSK) éclate au grand jour. L'économiste à la tête du Fonds monétaire international (FMI), est accusé de tentative de viol et de séquestration, ainsi que d'agression sexuelle sur une femme de ménage dans une chambre d'hôtel new-yorkaise. « C'est à partir de là que les rédacteurs en chef ont commencé à m'écouter, à accepter mes propositions d'articles », se remémore Titiou Lecoq.

Pour la journaliste, le sujet n'est pas nouveau. L'affaire DSK lui a donné l'opportunité de diffuser, à plus grande échelle, des convictions féministes qu'elle porte en elle depuis l'enfance. Sa mère était membre du Mouvement de libération des femmes (MLF). À 13 ans, elle lit déjà Simone de Beauvoir et apprend que l'écriture est aussi une responsabilité politique. Ces idées ne la quittent pas et très tôt, elle s'imagine autrice. Son plan pour l'avenir tient en un mot : écrire. Intégrer une faculté de Lettres modernes tombe sous le sens et alors qu'elle est surveillante dans un lycée, elle décide de faire de l'écriture son métier.

Titiou Lecoq crée d'abord un blog, *Girls and Geeks*, pour parler sexualité, féminité et distiller ses coups de gueule. Internet lui donne cette liberté de s'exprimer sur des thématiques qui l'intéressent depuis toujours. À 27 ans, elle se lance dans le journalisme. « J'étais la plus vieille stagiaire de Paris », rit-elle. De stagiaire à pigiste, de journaliste à autrice, ses écrits

interrogent toujours la société avec des questions simples, presque humoristiques : *Combien coûtent les hommes ?* titre-t-elle en mars ou *Où sont les vieilles ?*, en octobre dernier sur le média Slate.

L'autrice

« À huit ans, j'ai remarqué le nom des auteurs sur les premières de couverture. En l'occurrence, celui de la Comtesse de Ségur. Je me suis dit "C'est génial, le métier de ces gens, c'est de raconter des histoires" », se souvient Titiou Lecoq. Elle tombe amoureuse de la littérature grâce *Aux malheurs de Sophie* dont elle s'amuse, à l'époque, à réécrire la fin.

Mais il faut que ses mots puissent faire changer les choses. Entre deux taffes sur sa cigarette électronique, elle se lance dans de grandes réflexions : écologie et féminisme sont-ils liés ? Comment vivre sa maternité en tant que femme aujourd'hui ? Le vocabulaire dominant dans les médias est-il le plus neutre ?

Dès neuf heures du matin, elle s'assoit devant son ordinateur, dans sa maison à Montreuil, en banlieue parisienne. Ses deux enfants de sept et neuf ans à l'école, la journaliste peut, tout en écoutant le journal de *France Inter*, écrire sa newsletter hebdomadaire pour *Slate*, dans laquelle elle raconte l'actualité, son quotidien, ses inquiétudes face au réchauffement climatique ou aux comportements sexistes. Ce n'est qu'à 13 heures qu'elle lève ses yeux bleus de son écran pour prendre une douche et « grignoter » avant de se remettre au travail. « Avant, j'écrivais entre 19 et 22 heures, avec un verre. Maintenant, à cette heure-là, je prépare

des coquillettes pour mes enfants. Je me remets à bosser le soir quand je suis sur un gros projet », sourit Titiou Lecoq.

À 41 ans, son dernier « gros projet » est un livre, *Les grandes oubliées*. Publié en 2021, il s'attaque à l'histoire de femmes dont on ne prononce jamais le nom dans les programmes scolaires. « J'espère vraiment que cela aura, un jour, des répercussions dans l'éducation. J'ai été invitée par l'Élysée pour en parler. Ils ont pris des notes, ont trouvé ça intéressant... mais les institutions sont toujours en retard sur l'opinion publique », regrette-t-elle.

La militante

Que les institutions aient du retard ne l'empêche pas de pousser au changement. Dans les rédactions, elle apprend à ses confrères à utiliser le terme de « féminicide » au lieu de « crime passionnel », car ce dernier implique une responsabilité de la femme comme de l'homme et un meurtre motivé par l'amour.

Christophe Carron, directeur des rédactions de Slate, s'étonne même : « C'est elle qui m'a convaincu de dire "autrice". Elle m'a beaucoup appris. Je ne savais pas, par exemple, à quel point l'argent pouvait entrer en compte dans une relation hétérosexuelle. Je pensais qu'on était arrivé à l'égalité homme-femme, mais Titiou montre l'inverse. » Il la connaît depuis ses débuts, l'a vue commencer sur Twitter et enchaîner des piges remarquées.

Son recensement, pendant deux ans, des féminicides pour le journal *Libération* a été révélateur, dès 2017, d'un phénomène de société. Et lui a donné l'opportunité de s'affirmer comme l'une des expertes du féminisme. « Je ne considère pas que mon engagement dans ce domaine soit un problème dans mes écrits journalistiques. C'est justement une plus-value qui me permet de mieux comprendre car j'ai beaucoup lu, analysé, chiffré. Mon féminisme est une expertise », affirme la journaliste. C'est une des raisons qui en font l'une des voix du féminisme nouvelle génération.

« Elle a une manière de s'exprimer très horizontale, elle donne une impression de proximité. C'est une sorte de sœur accessible et drôle, que l'on a envie de lire », ajoute Christophe Carron. Une impression de proximité que lui confère aussi son surnom. Titiou est un mélange du mot tatie et d'Audrey, son vrai prénom. Rapidement appelée Titau



Titiou enfant sur Instagram.



Titiou et son chien de faïence sur Instagram.

« UNE FOIS QU'ON ARRIVE À FAIRE RIRE QUELQU'UN, C'EST PLUS FACILE DE LE CONVAINCRE »

par sa filleule, le surnom est devenu Titiou au fil des années et ne l'a plus jamais quittée, selon son meilleur ami Romain, professeur de mathématiques. « *Plus personne ne l'appelle Audrey. C'est peut-être l'une des rares autrices avec un pseudo qui n'est pas fabriqué de toutes pièces et à ce point sincère* », analyse l'enseignant.

L'ironique

L'arme la plus fatale de Titiou Lecoq reste peut-être son humour. « *Une fois qu'on arrive à faire rire quelqu'un, c'est plus facile de le convaincre. Il y a une sorte de complicité qui se crée* », confie la journaliste. L'humour est aussi, selon elle, un moyen de rendre la lecture plus agréable. « *Je considère que c'est à moi de faire des efforts pour être lue. Mon écriture peut paraître très orale mais en réalité, c'est beaucoup de travail.* »

Sa capacité à expliquer de manière pédagogique et amusante est louée par Christophe Carron, de Slate. Mais cette qualité est peut-être aussi son plus gros défaut selon Romain. Il connaît Titiou Lecoq depuis « *beaucoup trop longtemps* », depuis l'âge de 15 ans exactement. Il reconnaît ne l'avoir vue que rarement s'énerver. « *Elle reste toujours très calme. Même quand elle travaillait sur les féminicides, elle expliquait son travail de façon très raisonnée alors que parfois, j'aurais aimé la voir crier, jeter des couteaux à travers la cuisine* », exagère son confident.

Un défaut ou une force ? Titiou Lecoq n'a jamais fait polémique, puisque son discours a toujours été détaché de toute émotion. Romain le reconnaît : « *Je pense que c'est ce qui la rend audible. Il n'y a pas d'agressivité, mais elle écrit avec souplesse, humour et intelligence.* »

Derrière son ordinateur, ses cheveux aux reflets roux relevés dans un chignon fait à la va-vite, Titiou Lecoq répond aux questions d'une voix, en effet, calme et assurée. Pourtant, les mots sont incisifs : « *C'est parfois difficile d'être la féministe de service. Quand je me retrouve avec des amis d'amis, le samedi soir, qui veulent me parler de la difficulté d'être un homme aujourd'hui, c'est compliqué. J'ai envie de leur dire que je n'en ai rien à foutre de leur avis, puisqu'en l'occurrence, j'ai une expertise. On ne joue pas dans la même catégorie* », lâche la journaliste.

Il y a bien une sorte de colère dans son engagement, qui n'apparaît qu'au détour d'une blague ou d'un sourire. Chez Titiou Lecoq, tout est contrôlé, millimétré, ses émotions comme sa carrière. Elle reconnaît en rigolant être « *une psychopathe* » : « *J'ai tout planifié pour les prochaines années.* » Elle a annoncé, le 14 janvier, arrêter sa newsletter sur Slate, après 13 ans de contribution, et a déjà deux idées de livres en tête. Peut-être un sur l'écologie ? « *Tous les sujets politiques te paraissent absurdes quand tu te dis que dans dix ans, on aura pris trois degrés dans la gueule.* » 📦



La lutte du Larzac en 1977, ancêtre des ZAD.



Tout part d'un renversement sémantique.

ZAD, dans le droit français, signifie Zone d'aménagement différé. L'acronyme désigne un espace sur lequel l'État ou une collectivité projette un aménagement territorial. La construction d'un barrage sur le Tescou dans le Tarn, d'un Center Parcs près de Roybon en Isère, ou encore d'un aéroport international dans le bocage nantais, sur la commune de Notre-Dame-des-Landes... Autant de projets décidés sans profonde concertation avec les populations locales, et selon une logique productiviste peu soucieuse de l'environnement. Ces ZAD se transforment alors en ZAD, Zones à défendre. Elles sont devenues une manière de s'engager, qui passe par l'occupation d'un espace à l'air libre et sur le long terme.

ZAD THE



NON NI VILLEURS
 ES. LANDES - FRANCE
AEROPORT



Les ZAD mettent en place leurs propres instances délibératives. ©L. VENANCE



Hommage à Rémi Fraisse, tué sur la ZAD de Sivens en 2014. ©R. GABALDA

ISTE LIFE

En cela, elles s'inspirent beaucoup de la lutte du Larzac, ce mouvement de désobéissance civile contre l'extension d'un camp militaire en Aveyron, qui dura de 1971 à 1981. Mais les ZAD ont aussi une particularité : les individus qui s'y installent ne font pas que résister, ils y développent aussi des modes de vie alternatifs. Ce sont de véritables zones d'expérimentation de vie en société, où toute logique marchande est abandonnée. La sociologue Sylvaine Bulle estime ainsi que ces espaces, pouvant compter plusieurs centaines d'habitants, sont des « micromondes alternatifs ». La première des ZAD fut celle de Notre-Dame-des-Landes, née en 2009. Devant le succès de celle-ci (le projet d'aéroport sera abandonné en 2018), d'autres ont essaimé en France ainsi qu'à l'étranger, une douzaine en tout.

Par Arthur QUENTIN - Photos : AFP



Les slogans, caractéristiques de l'esprit ZAD. ©L. VENANCE



Opération d'évacuation de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes en 2018. ©L. VENANCE

POLITIQUE EPLUCHÉE

Chute du nombre d'adhérents, jeunes qui ne s'impliquent plus dans les partis : les cartes du jeu politique ont été rebattues. Alors, le Parti socialiste, les Républicains ou le Rassemblement national veulent redonner le goût de l'engagement partisan. En parallèle, de nouvelles initiatives espèrent rendre la démocratie plus horizontale.



LES PARTIS S'ÉVAPORENT À PETIT FEU

Alors que les mouvements sociaux sont de plus en plus initiés par des actions citoyennes, les partis politiques traditionnels ne semblent plus capables de rassembler. En déclin, ils cherchent à se transformer.

Par Axel PERRU - Illustrations : Emmanuelle CALVISI



Des dizaines de drapeaux tricolores flottent au-dessus des 900 militants socialistes rassemblés au Palais des congrès de Perpignan, le 12 décembre dernier, où Anne Hidalgo ouvre son premier meeting de campagne. Dans la préfecture des Pyrénées-Orientales, la candidate du Parti socialiste (PS) à l'élection présidentielle a préféré la jouer modeste. Son premier rendez-vous est loin de marquer les esprits comme le discours du Bourget de François Hollande en 2012, devant plus de 10 000 personnes, ou le meeting d'Éric Zemmour et ses 13 000 spectateurs à Villepinte, en décembre 2021.

Cette salle plus conviviale n'a pas empêché la maire de Paris de prendre un bain de foule, et d'entamer une campagne encore laborieuse pour le PS. À la sortie du meeting, les militants n'ont promis au total que 60 euros de dons aux organisateurs, selon les informations du *Canard enchaîné* : preuve que le parti n'arrive pas à enthousiasmer ses propres sympathisants. Le PS, figure du clivage gauche-droite en France, ne revendique plus que 22 000 adhérents, soit cinq fois moins qu'en 2017. Mais il est loin d'être le seul à s'effondrer.

Entre 1970 et 2019, le nombre de militants dans les partis traditionnels a été divisé par deux, passant d'un million à 500 000, note le politologue Rémi Lefebvre. Les Français encartés représentent à peine plus de 1 % de la population, l'un des taux les plus faibles en Europe. Des mouvements citoyens, comme les Gilets jaunes ou les manifestations *Black Lives Matter*, se substituent désormais aux rassemblements partisans. L'arrivée dans le paysage politique de partis incarnés par une personnalité, comme La République en marche (LREM), a aspiré élus et électeurs du Parti socialiste et des Républicains (LR).

Les raisons de la chute du nombre d'adhérents et de militants sont toutefois bien plus profondes : les électeurs ne se reconnaissent plus dans les partis politiques.

Mais où va la gauche ?

Encarté au PS depuis 1980, Alphonse Noguera, habitant de la commune de Millas, à côté de Perpignan, est un adhérent historique du parti. Il a connu la gauche au pouvoir et se remémore une large adhésion au Parti socialiste, notamment sous François Mitterrand. « *Il y avait de fortes personnalités, rappelle-t-il, et les conflits en interne étaient beaucoup plus rares.* » Aujourd'hui, le militant trouve toujours une raison d'agir au niveau local, « *dans une commune socialiste, un département socialiste et une région socialiste* », comme il aime à le souligner. Mais sur le plan national, il reconnaît qu'il est « *difficile pour un militant de se situer* ».

« *Évidemment, on a senti passer la gifle électorale de 2017* », avoue Aleksander Glogowski, permanent à la fédération PS de Paris. Et les conséquences de cette débâcle se sont fait sentir tout au long du quinquennat d'Emmanuel Macron. La frange la plus à gauche du parti a rejoint la formation de Benoît Hamon, Génération.s, tandis que les anciens soutiens de Manuel Valls ont brigué une place à LREM. Mais pour le militant socialiste parisien, la force de son parti repose justement sur les débats internes qui ont pu le déchirer. « *Cette richesse d'opinions est une bouée que l'on chérit. Si certains s'agacent du temps que l'on peut passer à débattre et à trouver des compromis, gérer les contradictions et réfléchir à des solutions acceptées par tous est l'essence même du PS* », insiste-t-il.

Or, pour être capable de rassembler, les partis doivent donner la parole aux militants, selon Sandrine Nicourd, sociologue spécialisée dans l'engagement. « *Les partis traditionnels*

**« ON A SENTI
PASSER LA GIFLE
ÉLECTORALE »**

ont souffert d'une organisation hiérarchique où les élus ne communiquaient plus avec les militants », analyse-t-elle. À l'inverse, la réussite d'un mouvement comme celui des Gilets jaunes se fonde sur une relation moins verticale entre manifestants. « Les ronds-points étaient des lieux de convivialité fabuleux, souligne la chercheuse. Cette horizontalité est malheureusement difficile à reproduire au sein d'un parti. » La primaire socialiste de 2017 a participé à cet effort d'ouverture vers la base partisane, même si elle n'est que ponctuelle. Mais, pour la sociologue, le parti doit avant tout être capable de produire un discours clair. « Par essence, un parti politique dicte une doctrine. Celle-ci doit à la fois rassurer et fédérer les électeurs. »

Si une primaire réussie peut rassembler derrière un candidat et des idées, la chute du PS, à partir de 2017, s'explique par la distance qui séparait la ligne vallsiste de la ligne hamoniste. « Aujourd'hui, on voit des déçus du macronisme revenir sur la pointe des pieds », s'amuse Aleksander Glogowski. Après avoir perdu un nombre conséquent d'adhérents, le PS cherche désormais à se reconstruire autour d'une base plus soudée et « ne regrettera pas les carriéristes », selon les mots du permanent.

La droite cherche à se réinventer

Contrairement au Parti socialiste, Les Républicains comptent sur l'élection présidentielle pour se donner un second souffle. Hors de question d'évoquer une perte de vitesse du parti : « Il revendique plus de 150 000 adhérents depuis la primaire de décembre », répètent de concert plusieurs élus. « Nous restons le premier parti d'opposition, note Robin Reda, député LR de l'Essonne. Chez les jeunes, le niveau de présence et d'engagement est proche de ce qu'on a connu en 2012 et en 2017. » Seulement, le rebond électoral ne comble pas le déficit. Le parti compte 200 000 adhérents de moins que son ancêtre l'UMP en 2007, alors mené par Nicolas Sarkozy. À l'image du Parti socialiste, Les Républicains ont éprouvé les plus grandes difficultés à dessiner une doctrine politique précise, tiraillés entre une ligne dure, proche du Rassemblement national, et une ligne libérale plus similaire à celle de LREM. « LR n'est plus le parti au pouvoir qui pouvait réunir du centre jusqu'à la droite conservatrice », conclut Robin Reda.

Afin de redonner aux Républicains leur place hégémonique, le secrétaire général du parti Aurélien Pradié pointe quant à lui la nécessité



d'innover. « Cela fait quelques années que les partis n'arrivent plus à produire d'idées originales, indique-t-il. Les jeunes reviendront s'engager quand ils verront que nous sommes à nouveau un acteur du changement du monde. » Au cœur de cette réflexion, les think tanks, des groupes de réflexion sur des thèmes de société, prennent de plus en plus d'ampleur dans les campagnes politiques. Le laboratoire d'idées Terra nova a ainsi été à l'origine, en 2011, d'un virage au PS, qui a abandonné l'ouvrier et l'employé pour se tourner vers un électoral urbain. Mais pour Aurélien Pradié, cette réflexion ne doit pas être déconnectée du quotidien de l'électeur et du militant. « Les think tanks restent dans le confort de la pensée, mais la politique, c'est aussi mettre les mains dans le cambouis », raille-t-il.

Les Républicains peuvent aussi se reposer sur leur maillage d'élus locaux afin de se relancer, contrairement à des partis politiques plus jeunes. « LR est un des partis qui tient le mieux en France car son assise

« LA POLITIQUE, C'EST AUSSI METTRE LES MAINS DANS LE CAMBOUIS »

territoriale est importante, souligne le député de l'Essonne Robin Reda. Au contraire, LREM n'a pas su s'adapter à la vie politique locale. » Mais à force de ne penser que par le prisme de la victoire électorale, LR s'est aussi transformé en un « parti d'élus ». « Les partis réunissent désormais des adhérents intéressés par l'obtention de profits électoraux, analyse le politologue Rémi Lefebvre. Leur rationalité électorale prend le pas sur l'intégration sociale ou la construction idéologique. »

Ces luttes de pouvoir entre des élus locaux qui vivent de et pour leur mandat mettent à distance les militants « désintéressés ». « Tout se passe comme si les partis politiques avaient organisé leur propre démilitantisation », ajoute Rémi Lefebvre. L'engagement des partisans est considéré comme « inefficace », voire « encombrant », dans ces partis où les militants sont souvent jugés trop radicaux. Leurs dirigeants préfèrent se tourner vers les médias, dont le rôle est bien plus important au moment des élections, estime le politologue. Un argument économique justifie aussi cette mise à l'écart. « Les cotisations des adhérents ne constituent plus une ressource essentielle, et excèdent rarement 15 % des recettes », précise l'expert, alors que les financements publics sont désormais majoritaires.

Pour un parti qui attache autant d'importance à la victoire électorale, une nouvelle non-qualification au second tour de la présidentielle serait un échec retentissant. « Ça nous éloignerait des personnes qui ont l'ambition de s'engager dans un parti qui gagne », prédit Robin Reda. Or, pour renouveler ses élus locaux, le PS comme Les Républicains devront bien s'appuyer sur leur base militante. « En 2014, l'UMP était le plus gros pourvoyeur de renouvellement politique, et j'en suis l'exemple », reconnaît le député.

La fin des partis ?

Les partis sont-ils condamnés à ne devenir que des machines électoralistes ? Leur forme originelle et pure, dessinée par le Parti communiste français (PCF), était pourtant aux antipodes de cette vision. « Le succès

des communistes a largement reposé sur leur capacité à sociabiliser leurs adhérents, rappelle Rémi Lefebvre, via des réseaux associatifs et syndicaux au sein de la CGT, jusqu'aux clubs de sport... » Le PCF a alors joué un rôle formateur essentiel pour sa base militante, de 1950 à 1980. « C'était une école qui permettait de nombreuses ascensions sociales », atteste la sociologue Sandrine Nicourd. Ce mécanisme s'est toutefois érodé à partir des années 80. Cédric Goulmot, secrétaire de la section PCF de Suresnes et Saint-Cloud depuis 2012, ne peut que constater cette fragilisation des bases du parti. « On a toujours une école de bonne qualité, nuance-t-il, mais elle est bien moins présente qu'auparavant. »

Le vieillissement des militants est symbolique du recul de la formation. L'historien Roger Martelli estimait à la sortie de son livre *L'Empreinte communiste* en 2010 que seulement 10 % des délégués au congrès communiste avaient moins de 30 ans. Cédric Goulmot regrette par ailleurs le virage électoraliste qu'a pris le parti à partir de 2012, au point « d'oublier les ouvriers et de ne plus leur laisser des postes importants ». « Les cadres ont préféré la volonté d'exister institutionnellement au Parlement plutôt que d'agir réellement chez les gens, s'insurge-t-il. Nous, on est sur les marchés ! On veut faire de la politique en dehors des élections. »

Un dernier paradoxe repose sur le fait que les candidats qui mettent à mal les partis traditionnels à travers une candidature personnalisée, comme Emmanuel Macron ou Éric Zemmour, sont contraints de créer à leur tour leur propre parti. Ce dernier est donc toujours essentiel en période électorale, mais sous une forme différente. « Ces nouveaux partis, comme LREM, se reposent sur une logique entrepreneuriale », observe Sandrine Nicourd. Pour se confronter à ces structures plus éphémères, les dirigeants et militants du Parti socialiste, des Républicains ou encore du Parti communiste ont bien compris la nécessité d'une transformation. La question, encore insoluble, est de savoir quelle forme adopter. 🗳️

LA JEUNESSE DU PARTI PRIS

Les députés Aurélien Pradié (LR), Lamia El Aaraje (PS) et Andréa Kotarac (RN) ont choisi de s'engager au sein de partis politiques. Pour ces trois jeunes élus, ces structures font encore sens.

Propos recueillis par Axel PERRU et Sacha TISIC

Depuis quand êtes-vous engagé en politique ?

Je me suis engagé quand j'avais 18 ans, en 2004, mais je date vraiment le début de ma carrière à ma première élection, au conseil général du Lot en 2008. C'est le moment où j'ai dû assumer des responsabilités politiques, et plus seulement personnelles. J'ai réussi à être élu très tôt. En un sens, j'ai fait le parcours à l'envers. J'ai directement brigué un mandat, là où la plupart ont grimpé les échelons au sein du parti avant d'y accéder.

Quelles sont les raisons profondes qui vous ont poussé à rentrer à l'UMP ?

C'est difficile à dire. Je ne viens pas d'une famille très politisée, mais il y a eu un tournant dans ma vie après l'AVC de mon père. J'ai eu besoin de prendre une petite revanche sur la dureté de ce que j'ai pu subir. Le handicap, les violences conjugales et la lutte contre la pauvreté ont dès lors été des raisons, des causes à défendre pour moi.

Vous commencez votre carrière en succédant à votre instituteur, Lucien-Georges Foissac.

A-t-il été un modèle pour vous ?

Il n'a pas été un modèle, mais un opposant politique et je l'ai battu. J'ai aussi la particularité de ne pas avoir eu

**« CERTAINS ADOS
ADMIRAIENT BATMAN,
MOI C'ÉTAIT CHIRAC »**



©A. PRADIÉ

AURÉLIEN PRADIÉ

35 ans, secrétaire général des Républicains, député du Lot et conseiller régional d'Occitanie.

de mentor local, ce qui a forgé mon caractère solitaire. Mon idole en politique, c'était Jacques Chirac. J'ai grandi sous sa présidence et je l'admirais comme un adolescent pouvait admirer Batman.

Face à l'émergence de mouvements citoyens, le parti politique est-il encore indispensable ?

Je comprends que des jeunes choisissent de s'engager par d'autres moyens, mais le parti est une meilleure école que ce qu'on peut imaginer. Derrière le candidat à la présidentielle, il y a des élus locaux, des permanences dans chaque département et des militants réunis autour de convictions. Il y a certes du travail à faire pour rebâtir les partis politiques, mais je crois en notre capacité à les renouveler et je suis persuadé que notre démocratie en a besoin.

« LE PARTI POLITIQUE VEUT "RÉENCHANTER" LE QUOTIDIEN DES FRANÇAIS »

J'ai commencé par un engagement syndicaliste étudiant, avec comme objectif de lutter pour une meilleure égalité des chances. Mais pour transformer de façon pérenne la vie des gens, il faut accepter de s'engager dans des structures qui mènent des actions concrètes. C'est pour cela que j'ai rejoint le Mouvement des jeunesses socialistes (MJS). L'activisme cherche des transformations ponctuelles, là où le parti politique veut « réenchanter » le quotidien des Français.

Il y a un délitement indéniable du lien entre élus et citoyens, mais aussi entre partis politiques et citoyens. C'est plus un problème de forme que de fond, à mon avis. Il faut retravailler la façon dont le politique s'adresse au citoyen. Et je sens justement que la nouvelle génération arrive avec une volonté de faire autrement. Je n'ai pas 40 ans de carrière politique derrière moi et je n'ai pas envie de rester toute ma vie dans ce milieu. Je veux simplement renouer le lien avec les citoyens, que ce soit dans les permanences, au marché, à l'apéro ou encore sur les réseaux sociaux.



©F. LAFITE

LAMIA EL AARAJE

35 ans, conseillère de Paris et députée Parti socialiste.

« SI VOUS NE VOUS INTÉRESSEZ PAS À LA POLITIQUE, ELLE S'INTÉRESSERA À VOUS »



©A. KOTARAC

ANDRÉA KOTARAC

32 ans, conseiller régional et président du groupe Rassemblement national d'Auvergne-Rhône-Alpes.

Je ne pense pas qu'il y ait un désamour pour la chose publique et pour le débat. Il y a un désamour pour la forme que prend la politique et parfois sa complexité, ses institutions et ses collectivités dont on ne sait même plus quelles sont leurs compétences. Il faut bien se dire que si vous ne vous intéressez pas à la politique, elle s'intéressera toujours à vous. Ce n'est pas un problème d'âge mais de système.

Les jeunes sont précarisés, ont peur du lendemain. Ce n'est pas une situation favorable pour penser et réfléchir. La solution, ce sont les idées que portent les jeunes. Aujourd'hui, ils n'ont pas le pouvoir pour les partager. Il faut repenser le système politique, donner davantage de droits aux gens pour s'exprimer. En revanche, je ne crois pas que les jeunes représentent un tout homogène. Les fractures sont sociales, culturelles, religieuses et géographiques. 🗳️



LES CITOYENS FONT LEUR TAMB

Lassés des pratiques des partis politiques, des citoyens choisissent de s'unir et d'agir différemment. Dans un périmètre local, comme avec les listes participatives aux dernières municipales, ou national, à travers des initiatives nées en vue de l'élection présidentielle.

Par Arthur QUENTIN - Photos : AFP



OUILLE

Saillans, 2014, conseil municipal. Ce village de la Drôme est considéré comme la capitale de la démocratie participative.
©P. DESMAZES

Rabibocher les Français avec la politique. L'enjeu est de taille. Les partis, quel que soit leur bord, n'en sont visiblement plus capables. Une forme de défiance s'est récemment cristallisée à leur égard. Le cumul des mandats, la professionnalisation de la vie politique, le manque de transparence ou encore la corruption ont sapé la confiance des électeurs.

Mais ces dernières années ont vu naître les mouvements citoyens, un nouvel objet politique et protéiforme, qui s'est donné la réconciliation pour objectif. Protéiforme, car sous cette même bannière peuvent se ranger plusieurs types d'initiatives. D'une part les listes dites « participatives », qui ont essaimé lors des dernières élections municipales en 2020. Près de 400 avaient alors été déclarées, aussi bien dans des grandes villes comme Montpellier (#NousSommes) ou Toulouse (Archipel citoyen), que dans de plus petites communes. D'autre part, les mouvements citoyens désignent toutes ces initiatives de militants apolitiques, mais orientés à gauche, qui entendent peser sur le débat politique en vue de l'élection présidentielle et des législatives de 2022. Elles s'appellent La Primaire populaire, Le Vent du changement ou encore Tous élus.

Cette dynamique n'est pas sans rappeler le Mouvement des citoyens (MDC), parti politique fondé par Jean-Pierre Chevènement dans les années 90. Ce qui pourrait donner à penser que tous les exemples cités précédemment ne seraient que des partis déguisés... Que le terme « mouvement citoyen » désignerait tout et n'importe quoi. Au contraire, garantit Christian Proust, auteur de plusieurs essais politiques : « *On assiste à un vrai mouvement de fond, ainsi qu'à la création en France d'une culture politique nouvelle.* »

Des méthodes différentes

Christian Proust s'est penché sur le phénomène des listes participatives dans son dernier ouvrage, *Oser s'impliquer pour transformer la démocratie : des collectifs citoyens passent à l'acte*, paru en 2021. Il y explique que toutes ces listes se sont construites en opposition aux partis traditionnels, sur des bases culturelles et des méthodes différentes. « *Il n'était aucunement question de définir une tête de liste en amont, de faire campagne uniquement autour d'elle et de rédiger un programme à deux ou trois sur un coin de bureau. Les listes participatives fonctionnent dans le sens inverse.* » Celles-ci procèdent

d'abord par assemblée générale pour définir des idées, puis par référendum pour les intégrer ou non au programme commun. Chacun se sent alors pleinement impliqué, engagé.

C'est seulement à la fin de ce travail de proposition programmatique que commence la sélection de ceux qui incarneront ces idées. Lors de la composition de la liste, les egos sont mis de côté. Quelques candidats se portent tout de même volontaires, d'autres sont plébiscités. Mais surtout, et c'est là l'innovation des listes citoyennes, certains sont tirés au sort. Christian Proust cite notamment le cas de Saint-Médard-en-Jalles, ville de 32 000 habitants en Gironde, où le hasard a désigné la tête de liste. « *Au bout du compte, avec un tel processus, les candidats choisis sont véritablement soutenus par la totalité des gens présents. Le partage du pouvoir est vraiment horizontal, et chacun se sent concerné* », détaille l'écrivain, qui s'est lui-même présenté à plusieurs élections locales dans les Deux-Sèvres.

Le rejet des structures partisans est donc ce qui a fédéré les listes participatives en 2020. Mais Christian Proust souligne tout de même le « *travail remarquable* » réalisé par les partis, notamment en ce qui concerne la formation des militants. « *S'engager en politique en passant par la case parti était une excellente manière pour un jeune d'acquérir une culture politique et la compréhension des institutions républicaines. Aujourd'hui, en revanche, les partis traditionnels n'ont plus le monopole de cette formation.* » À mesure que cette défiance à leur égard grandit, les partis politiques perdent l'aura qui incitait à s'engager. Cela crée un vide, que des associations récentes comme Tous élus ou Le Vent du changement tentent de combler.

Faire infuser des idées dans le débat

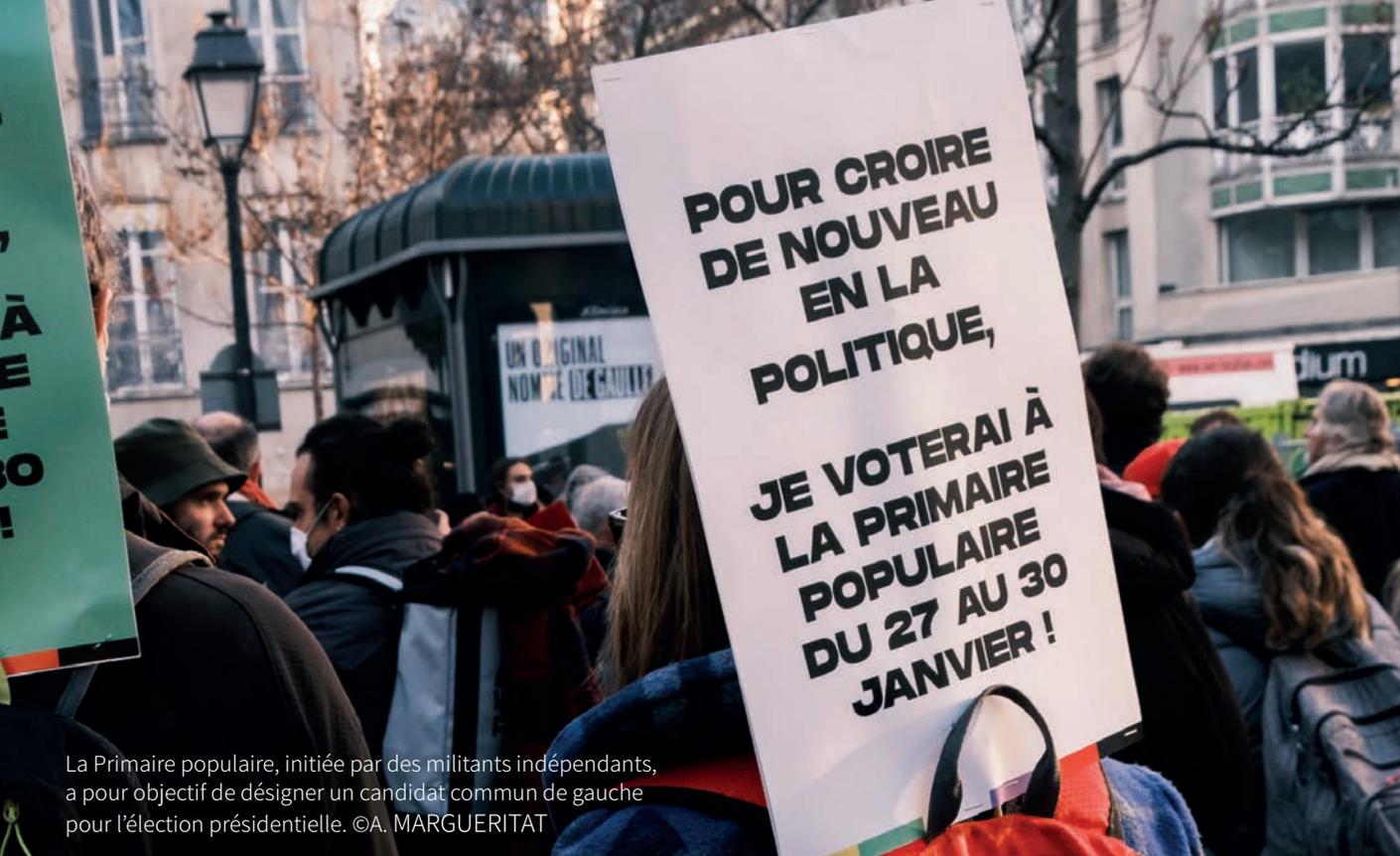
L'une et l'autre se revendiquent comme « mouvement citoyen » et sont indépendantes de tout parti, mais ont des vocations différentes. Tous élus souhaite permettre à des citoyens concernés par la

politique, mais qui ne s'estiment pas capables ou compétents pour s'engager, de franchir le pas. Pour cela, ce collectif citoyen propose des programmes de formation gratuits et en ligne, puis un accompagnement en vue d'une investiture. Pour les élections législatives, Tous élus a mis en place la plateforme « Pourquoi pas toi », destinée à 577 citoyens de tous horizons qui seront guidés de la préparation à l'investiture. L'objectif affiché par cette association, qui se présente comme un « incubateur d'élus » : diversifier l'assemblée.

Du côté du Vent du changement, la démarche est plus théorique que pragmatique : il n'est pas question d'accompagner jusqu'à une éventuelle investiture en vue d'une élection. Ce mouvement, qui est une émanation du média d'opinion en ligne *Le Vent se lève*, se conçoit comme une « structure d'éducation populaire ». À travers



LES MOUVEMENTS CITOYENS PARTAGENT CE REJET DES CODES MIS EN PLACE PAR LES PARTIS POLITIQUES AVANT EUX



La Primaire populaire, initiée par des militants indépendants, a pour objectif de désigner un candidat commun de gauche pour l'élection présidentielle. ©A. MARGUERITAT

des rencontres, des conférences, des colloques et autres événements, le mouvement souhaite former à ses idées et les faire infuser dans les débats. Son organisation en « cercles », répartis dans 20 villes à travers toute la France, n'est pas sans rappeler celle des partis, avec leurs permanences aux quatre coins du pays. Ses thèmes forts sont d'ailleurs les mêmes que ceux de plusieurs partis de gauche en France : l'écologie, une meilleure justice sociale et la souveraineté. Mais Aymeric Chouquet, coordinateur du cercle de Toulouse, désamorce : « On a bien une volonté d'engagement, mais on ne veut pas être partisan. Notre but est bien plus d'aider à se réapproprier des outils politiques, ce qui est éminemment important dans le contexte qui est le nôtre, fait de catastrophes écologiques et sociétales. » Le Vent du changement inculque une formation militante, mais exemptée de ce qui a toujours caractérisé celle des partis politiques. « On ne va pas apprendre à nos adhérents à tracter, à faire du porte-à-porte », explicite son membre toulousain, qui juge désuète cette manière de faire.

Obligés d'adopter les codes

Les mouvements citoyens partagent donc ce rejet des codes mis en place par les partis politiques avant eux. Pourtant, ils sont parfois obligés de les adopter pour arriver à leurs fins, qui restent de peser dans le débat. Dans plusieurs villes, les listes participatives

avaient le soutien de partis politiques, comme à Toulouse ou Poitiers. Dans la Ville rose, le mouvement Archipel citoyen, créé dès 2017, parvient à fédérer plusieurs centaines de personnes et bâtit son projet en vue de l'élection municipale de 2020. Début 2019, il reçoit le soutien d'Europe écologie-Les Verts, puis de La France insoumise quelques mois plus tard. En échange, ces partis ont pu placer quelques-uns de leurs membres sur la liste, mais cela a perturbé le processus et entraîné des mésententes. « D'un côté, les fondateurs du mouvement voulaient faire un maximum d'assemblées générales. De l'autre, les partis politiques, qui n'ont pas cette culture, étaient dans un rapport beaucoup plus centré sur l'efficacité », analyse Aymeric Chouquet, du Vent du changement.

À trop vouloir favoriser la démocratie, ne risque-t-on pas de perdre en efficacité ? L'engouement pour ces mouvements citoyens ne serait-il pas uniquement de circonstance ? À Saillans, village de 1 300 habitants dans la Drôme, une liste participative avant-gardiste a été élue en 2014, mais a échoué en 2020 face à une liste « traditionnelle ». Christian Proust relativise cet échec, qui s'est joué à 18 voix, et insiste sur les bienfaits de cette gouvernance citoyenne : « Pendant six ans, les élus ont impliqué plus que jamais les citoyens. C'était utopique, mais ce sont les utopies qui font avancer le monde. » 🗳️



Alexandre, 24 ans, est un casual (catégorie de supporters de foot dits ultras). Une tendance définie par des marques comme Stone Island ou Lyle and Scott.



Sœur Esther, 27 ans, appartient à la communauté des Béatitudes. Elle veut se consacrer au Seigneur et se dévouer aux autres.

Alain Quemin, enseignant en sociologie du luxe et de la mode

« Le vêtement a toujours été une source de provocation et de militantisme. Contrairement aux idées reçues, il n'est pas seulement fonctionnel : il ne sert pas uniquement à se protéger du froid. Il a une dimension sociale signifiante, une charge symbolique. Une communauté se construit autour d'idées, mais il lui faut aussi un signe de ralliement. Lorsqu'il est aussi simple qu'un gilet jaune, il met en avant de façon délibérée un rattachement à un engagement. Les groupes religieux comme les moines, les sœurs, se sont aussi emparés du vêtement. Il permet une identification directe. Dans la société occidentale, il n'y a principalement que les hommes religieux qui portent la robe. Cette dernière est également représentative de toute une tradition.

MARQ VESTIM



Jérôme, 51 ans, fait partie du mouvement des Gilets jaunes depuis la création du pass sanitaire en mai 2021.



Geno, 47 ans, s'est engagé dans l'infanterie à 20 ans par envie d'appartenir à quelque chose de plus grand que lui.

UEUR ENTAIRE

Il en est de même pour les uniformes, par exemple ceux des militaires, des pompiers ou des policiers. C'est une distinction, une uniformité et une cohésion autour de valeurs identiques. Aujourd'hui, nous portons des habits sans avoir conscience que leur sens a évolué. La mini-jupe faisait partie d'un mouvement de libération des femmes dans les années 60, le jean était le vêtement fonctionnel de l'ouvrier. Jean-Paul Gaultier a, par exemple, changé le sens de la gaine. Le créateur a transformé une pièce initialement utilisée pour enfermer le corps des femmes en un marqueur de la féminité. Le vêtement peut se libérer d'une signification première et évoluer au fil du temps, mais il exprime toujours une valeur ou une prise de position. »

Texte et photos : Candice DOUSSOT, Alizée DUBUS et Sacha TISIC



L'écologie est l'enjeu du XXI^e siècle. Face au dérèglement climatique, des initiatives personnelles fleurissent à petite échelle pour réduire l'impact de l'Homme sur l'environnement. Si des citoyens se mobilisent et trouvent de nouveaux modes de vie, d'autres, plus gros pollueurs, surfent sur la mode écolo.

ÉCOLOGIE MIJOTÉE

Charles et Séverine vivent depuis 18 ans sur un terrain qu'ils ont aménagé, au cœur de la campagne aveyronnaise. Ils ont choisi d'abandonner le confort urbain pour un mode de vie qui leur ressemble, un quotidien au plus près de la nature. Ces « paysans-herboristes » ont construit, non sans effort et investissement, un havre de paix où ils se battent pour la protection de l'environnement.

Par Mariane RIAUTÉ - Photos : Joséphine MAUNIER



ENGAGEMENT GRANDEUR NATURE



Séverine et Charles, devant la maison qu'ils ont construite.

Au fond de nous-mêmes, on sentait qu'on n'était pas dans la vraie vie », souffle Charles depuis le rocher qui surplombe son terrain débordant de verdure. 18 ans plus tôt, il décide de tout quitter avec sa compagne Séverine pour se rapprocher de la terre. Depuis, le couple consacre sa vie à la protection de la nature, en sensibilisant les personnes qu'il rencontre et en ne consommant que ce qu'il produit, ou presque, de l'alimentation à l'électricité.

Lors de leur rencontre à Châteauroux, dans l'Indre, Charles et Séverine sont tous deux passionnés par les végétaux et la nature. Ils ont 20 ans et cultivent déjà leur potager sur leur balcon, chérissent leurs plantes vertes et passent des heures dans les jardinerie.

Mener une vie 100 % écolo constitue alors la suite logique. « *La société n'allait pas dans notre sens. Nous, on voulait retrouver notre place dans l'écosystème et y faire le moins de casse possible* », retrace Charles, 44 ans aujourd'hui.

À l'époque, quasiment personne, pas même leurs proches, ne comprend leur projet de vie à la campagne. Charles et Séverine sont même qualifiés de « *marginiaux* », voire de « *fous* ». Ils ignorent les avertissements, et s'installent en 2004 à Saint-Laurent-de-Lévézou, dans l'Aveyron.

Neuf ans sans eau ni électricité

Barbe brune, dreadlocks jusqu'au bas du dos, Charles sillonne les cultures de légumes et de plantes aromatiques ou médicinales, semées en contrebas de la maison. Direction les deux hectares de pâturages, dédiés

à leur cheval de trait Molly. Sur ce même espace, le couple a, à son arrivée, garé une simple caravane, puis installé une yourte. C'est dans ces habitats de fortune que Charles et Séverine ont vécu neuf ans, sans électricité ni eau courante, le temps de défricher le terrain et d'y construire un logement permanent.

Au cœur de ces quatre hectares de nature principalement laissés à l'état sauvage, un ruisseau leur offre alors un accès à l'eau pour la cuisson des repas et l'arrosage de leurs premières plantations. Leur fille, aujourd'hui âgée de 14 ans, voit le jour à cette période. « *Violine est née à la bougie, elle a connu l'arrivée de l'eau et de l'électricité. Comme les anciens !* », raconte son père. Si la jeune fille n'en a que peu de souvenirs, la précarité de ces années ne semble pas avoir dérangé le couple, qui a toujours assumé son choix de vivre « *naturellement et simplement* ».

Vivre avec et pour la nature

Potager, culture en bac, cabane de distillation, ruches pour la pollinisation... À la ferme, le duo suit un mantra : être le plus autonome possible et tout penser dans le respect de son environnement. Charles, ancien tailleur de pierre, et Séverine, qui a étudié l'horticulture, ont bâti eux-mêmes leur maison en bois de 140 mètres carrés habitables. Chaleureux et lumineux grâce à ses baies vitrées donnant sur la vallée, leur salon rappelle qu'ils n'ont pas totalement délaissé leur confort.

Ici, pas de chasse d'eau surconsommatrice : des toilettes sèches ont été aménagées. Quant à la maison, elle est conçue et isolée pour être la moins énergivore possible. La famille consomme de l'eau issue d'une

« ON VOULAIT RETROUVER NOTRE PLACE DANS L'ÉCOSYSTÈME »

source et se chauffe grâce au bois provenant du terrain. Tendre vers l'autosuffisance lui permet de s'exempter des coûteuses factures ou abonnements et d'être indépendante. Le doigt pointé vers les 12 panneaux photovoltaïques installés sur le rocher qui domine leur propriété, Charles détaille : « *On fait attention à ce qu'on consomme, on se limite nous-mêmes. Par exemple, les jours où il n'y a pas de soleil, on ne passe pas l'aspirateur ou on n'utilise pas la disqueuse.* »

Quand ils n'ont pas les mains dans la terre, ces agriculteurs organisent des stages et formations centrés sur les plantes médicinales. Chaque année, ils accueillent environ 600 personnes. C'est autour d'une large table en bois, point central d'un salon riche en décoration végétale, qu'ils invitent les participants à découvrir leur mode de vie alternatif. Ils partagent leur cuisine bio végétarienne, composée entre autres





Dans la serre bioclimatique, les plantes aromatiques s'accumulent.

« ON DONNE À LA NATURE : SI ON COUPE UN ARBRE, ON EN PLANTE DEUX »

de choux, de poireaux ou encore d'herbes directement cueillies dans leur potager. Pour Séverine, planter des graines dans l'esprit de ses visiteurs est indispensable : « *Vivre alternativement tout seul, c'est déjà beau, mais c'est quand on partage notre façon de vivre en accueillant des gens chez nous qu'on a vraiment l'impression d'agir.* »

Les plantes, un art de vivre

Ils ont appris seuls les techniques de la permaculture, ce mode d'agriculture qui se veut plus respectueux de la biodiversité et de l'humain. L'organisation des terrasses végétales qui parsèment leur ferme écologique dénote avec leurs premières tentatives de plantations. « *Quand on a fait notre premier potager, on ne savait pas qu'il fallait le désherber. C'était une vraie jungle !* », s'amuse Charles, usant de son sécateur entre les pieds de mélisse, d'origan, de cognassiers ou encore de chèvrefeuille.

Au fil des années, ils ont planté pas moins de 600 espèces végétales dans leur vaste jardin, malgré des conditions parfois rudes – à 800 mètres d'altitude et avec une terre sèche. Dans une démarche de reproduction du fonctionnement des écosystèmes naturels, il n'y a ici aucune plante exotique et chaque pousse sert à l'alimentation ou à enrichir la biodiversité. « *On donne à la nature : si on coupe un arbre, on en plante deux* », précise Charles.

Ils transforment ensuite certaines plantes en tisanes, baumes, savons ou vinaigres. Entre le semis, la cueillette, le séchage des plantes, la confection et la vente de leurs produits, sans oublier les stages et l'entretien du terrain, les plantes sont devenues leur travail à plein temps. Pourtant, le couple doit se battre pour faire vivre le métier de « paysan-herboriste », activité non reconnue par l'État mais pratiquée par plusieurs centaines de personnes en France. Ces « paysans-herboristes » n'ont



L'entretien des plantations sur leur terrain nécessite de nombreuses heures de travail.

pas le droit de conseiller leurs clients sur les bienfaits et la posologie de ces plantes, afin de ne pas empiéter sur le domaine médical ou pharmaceutique.

« L'autarcie alimentaire est utopique »

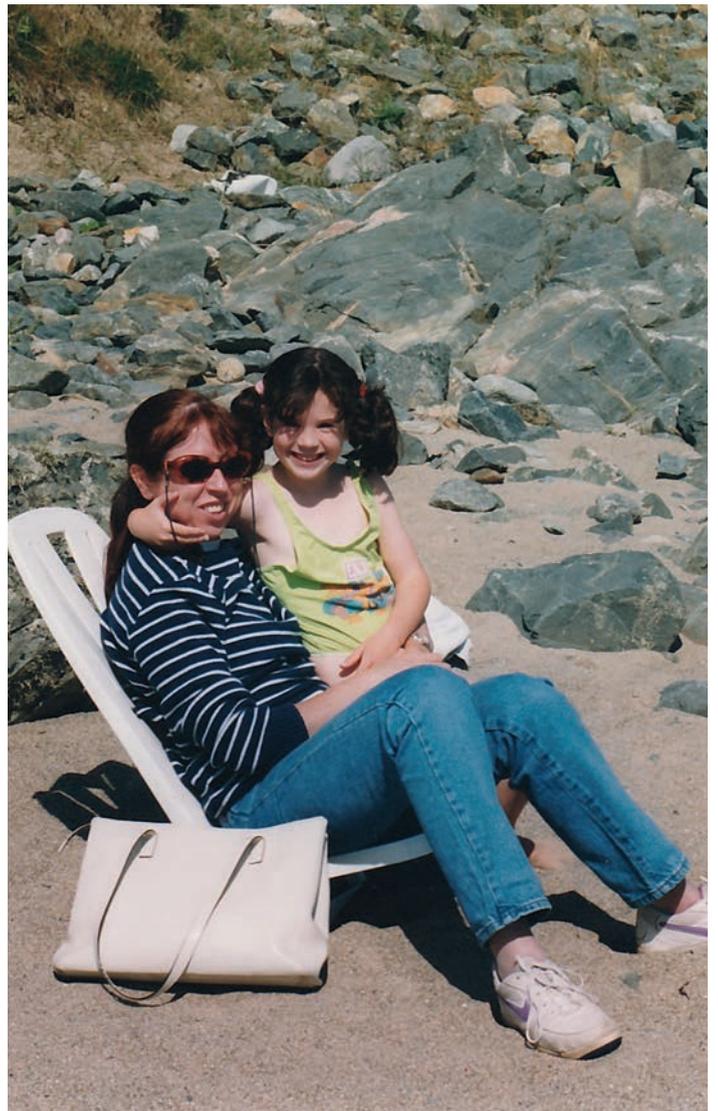
Vivre en autosuffisance demande un investissement constant. Charles et Séverine travaillent sur leur terrain entre 50 et 70 heures par semaine, et sept jours sur sept en pleine saison. En hiver, ils s'autorisent à prendre un jour de repos hebdomadaire. Ce rythme de vie rend impossible l'autarcie alimentaire, que Charles juge « *complètement utopique* ». Alors, eux aussi se retrouvent parfois dans les rayons des supermarchés pour éviter les carences et acheter ce qu'ils ne sont pas en capacité de produire, comme les céréales, la farine ou les croquettes pour chat. Un choix pleinement assumé par Séverine : « *Notre but n'a jamais été d'être dans une démarche extrême ou de*

se couper de tout. Pour vraiment vivre en autarcie, il ne faut pas travailler à côté, car se nourrir devient un travail. »

Le couple a également dû faire quelques concessions dans ses convictions avec l'arrivée d'une vie de famille. Ils n'utilisent habituellement leur voiture qu'une fois par semaine et essaient d'éviter les trajets qui n'ont qu'une seule utilité, afin de limiter leur consommation de carburant. « *Mais quand ton enfant veut passer un week-end chez des amis, tu sais que tu vas devoir faire le trajet à vide, sinon tu l'enfermes ici et ce n'est pas l'idée, explique Séverine. On nous reproche parfois ce genre d'exception, car beaucoup se disent que dès que tu as une démarche vertueuse, tu dois tout faire parfaitement...* » Si Charles et Séverine sont conscients que leur autarcie n'est pas complète, ils gardent un objectif en tête : continuer à améliorer leur mode de vie. 🏡

L'INFÉCONDITÉ VOLONTAIRE

L'ULTIME ENGAGEMENT
ÉCOLOGIQUE



Maureen et Darina sont mère et fille. Pour l'une, être mère est le plus bel accomplissement. L'autre ne désire pas d'enfant. Depuis deux ans, elles amorcent un dialogue ouvert et bienveillant afin de comprendre leurs postures respectives.

Propos recueillis par Joséphine MAUNIER - Photos : Maureen BRENNAN



Darina, 28 ans, étudiante en master d'anglais à l'Université Rennes II

Il y a trois ans, j'ai eu un déclic. J'ai changé mes habitudes, je suis devenue végétarienne, et j'ai compris que je n'aurai pas d'enfant. Ça n'a d'ailleurs jamais été un besoin ou une envie. Je n'ai jamais joué « au papa et à la maman », je n'ai jamais pouponné un jouet comme si c'était mon enfant. Ce n'est pas que je n'aime pas les enfants, au contraire. Je suis tata et j'adore ça. Je ne veux simplement pas d'enfant.

Et puis pourquoi avoir des enfants dans un monde où, écologiquement parlant, l'avenir s'annonce sombre ? J'ai toujours été consciente de mon empreinte écologique. Je le dois à ma mère qui, très tôt, m'y a sensibilisée. L'éducation écologiste que j'ai reçue m'a naturellement orientée dans mon choix. La dégradation de la qualité de l'air, la pollution, les difficultés d'accès à l'eau potable... Je ne me vois pas faire d'enfant face à ces enjeux environnementaux majeurs. Les parents veulent le meilleur pour leur descendance, et je n'imagine pas mettre un enfant au monde sur cette planète. Que fera-t-on lorsqu'il ne suffira plus de tourner un robinet ou d'aller à la supérette pour avoir de l'eau ?

Mon compagnon, qui a le même âge que moi, ne ressent pas non plus le besoin d'être parent. Étrangement, nous avons abordé la question parce que nos familles nous demandaient constamment : « À quand le mariage, à quand les enfants ? » Ma mère sait que je n'en veux pas, pourtant elle trouve toujours des exemples de couples qui ont changé d'avis : « Tu dis ça maintenant, mais tu verras dans dix ans. » Comme si ma fameuse horloge biologique allait avoir raison de mon engagement !

J'en ai longuement parlé avec elle parce qu'elle a cette place unique, celle de mère, mais c'est mon choix et j'ai pourtant l'impression qu'elle est persuadée qu'il s'agit d'une simple passade. Lorsqu'on me demande : « Quel est le sens de la vie sans enfant ? » - l'un des arguments de ma mère - je trouve ces remarques stériles. On vous juge : soit on vous reproche un manque d'instinct maternel, soit on vous traite d'égoïste. Je trouve au contraire plus égoïste de perpétuer un système qui tue notre planète. Notre espèce n'est pas en voie d'extinction, nous n'avons pas besoin de tous nous reproduire. Je cherche à minimiser mon impact autant que possible, et la question de la non-maternité est essentielle. Je ne manque en rien de ne pas avoir d'enfant, je suis très heureuse comme ça.



L'infécondité volontaire reste minoritaire en France, où 5 % de la population déclare ne pas vouloir d'enfant, selon une étude de l'Institut national d'études démographiques (INED). Si les principales motivations demeurent l'épanouissement personnel et le désir de liberté, un nouveau phénomène apparaît : celui des « Ginks » (en anglais, Green inclination, no kid). Comme Darina, les « Ginks » avancent des arguments écologiques pour justifier leur choix. Face aux enjeux climatiques et environnementaux majeurs à venir, la non-parentalité leur apparaît comme l'ultime engagement écologique.



Maureen et Darina en 1997...



... et en 2021.



Maureen, 68 ans, retraitée

Je ne pensais pas avoir d'enfant, je n'en voulais pas. J'étais concentrée sur ma carrière. Je voulais rester libre mais je suis tombée enceinte de Fiona, la demi-soeur de Darina, et j'ai vécu ça comme un miracle. J'étais tellement étonnée de donner la vie que j'ai pleuré de joie pendant une semaine. J'ai élevé ma première fille seule, c'était fantastique. Plus tard, j'ai rencontré le père de Darina, et Fiona l'a immédiatement accepté comme son papa. Nous nous sommes mariés et nous voulions un enfant ensemble, c'est comme ça que nous avons eu Darina, notre petite dernière.

J'ai déjà cinq petits-enfants, je respecte le choix de Darina mais je ne le comprends pas complètement. Je sais qu'en vieillissant, on change d'avis, j'en suis la preuve. Être mère, c'est la chose la plus merveilleuse. Je comprends ses arguments écologiques mais ça ne devrait pas empêcher les femmes d'enfanter. Darina a d'ailleurs un cousin qui ne voulait pas d'enfant, et finalement il vient d'avoir un petit George à plus de 40 ans !

On change d'avis, et c'est normal. Ce n'est pas que j'espère qu'elle revienne sur sa décision, c'est juste qu'on évolue avec le temps.

Et une part de moi souhaite qu'elle connaisse ce bonheur unique. Je sais qu'elle peut être heureuse sans, mais elle ferait une mère incroyable, c'est pour ça que je ne suis pas persuadée qu'elle n'aura pas d'enfant.

Je comprends que Darina trouve ça égoïste - après tout, on veut un enfant pour soi - mais je n'imagine pas ma vie sans enfant maintenant. Quand Darina me dit qu'elle a peur de laisser un enfant dans un monde où l'accès à l'eau potable est compromis, je la comprends. J'ai travaillé pendant plus de 30 ans sur ces problématiques, notamment au Conseil international des unions scientifiques (CIUS), une branche de l'Unesco, et c'est certainement l'éducation que je lui ai donnée qui lui fait penser ça. Dès que je travaillais sur un sujet lié au climat, je lui expliquais les enjeux, déjà toute petite. Les voyages et les projets humanitaires auxquels j'ai participé ont influencé sa conception de l'écologie, donc je ne peux que comprendre ses arguments.

Quand je regarde le monde aujourd'hui, peut-être que je n'aurais pas non plus envie d'avoir un enfant. C'est difficile à dire. Une part de moi est aussi très fière du fait que ma fille place l'environnement au premier plan, mais je pense effectivement que sa décision n'est pas définitive.



LA NON-MATERNITÉ, UNE LIBÉRATION ENGAGÉE

Édith Vallée est docteure en psychologie et autrice d'ouvrages sur la non-maternité. Pionnière dans son domaine, elle publie dès 1981 « Pas d'enfant, dit-elle » où, à travers le témoignage de 30 femmes, elle cherche à comprendre leur choix et ainsi libérer la parole.

Propos recueillis par Joséphine MAUNIER

Qui sont les *childfree* ?

Ces personnes ont une inclination personnelle qui les pousse positivement dans une réalisation autre. Le refus de parentalité n'est pas fondé sur un rejet. On divise les *childfree* en trois catégories : l'union, l'action et la rupture. Le premier groupe se réalise dans l'union avec ce qu'ils aiment. Il peut s'agir d'une vie de couple dans laquelle un tiers ne trouverait pas sa place, ou d'une passion à laquelle ils s'adonnent pleinement. La deuxième catégorie est celle de l'autonomie et de la jouissance à l'action. Ce sont des personnes actives et engagées, qui ne veulent pas se limiter au monde familial. Et enfin, le groupe de la rupture, où l'on observe deux tendances : ceux qui ne veulent pas faire perdurer ce monde plein d'exactions et de violence, et ceux qui ne veulent pas prolonger la chaîne générationnelle dont ils sont issus. Ces personnes ont eu une enfance malheureuse et ne souhaitent pas répéter ce schéma.

Quelle place donner aux motivations écologiques dans ce désir de non-parentalité ?

On observe un phénomène dit écologique ces dernières années, mais les *childfree*

actuels ont les mêmes motivations que par le passé. Cette préoccupation écologique est collective puisqu'elle porte sur la question de la survie de la Terre, mais elle est avant tout morale car elle prend en compte l'évolution de l'humanité et de la planète. De ce fait, elle est aussi extrêmement libératrice et déculpabilisante par rapport au choix de non-maternité. Comme les femmes sont beaucoup fustigées, plus que les hommes, dans leur déclaration de non-parentalité, justifier ce choix par une préoccupation de survie de l'espèce, de la Terre et du maintien des ressources naturelles est à la fois moral et émancipant.

Y a-t-il une forme d'engagement dans le fait d'être *childfree* ?

La non-maternité est un engagement du corps contre nature. Il y a une contrainte naturelle, qui est la fécondité, ce qui pour les *childfree* peut être un empêchement à la réalisation de soi et de ses passions. Donc par définition, ne pas enfanter lorsqu'on ne désire pas d'enfant est un engagement, et il en va de même pour les personnes dont les motivations sont principalement écologiques. 🗑️



Childfree : littéralement « libre d'enfant » en anglais, ce mot désigne une personne choisissant délibérément de ne pas devenir parent. Le mouvement est né aux États-Unis dans les années 70.

Gink : Acronyme de « Green inclination, no kid », qui se traduit par « engagement vert, pas d'enfant ». Les ginks sont des *childfree* dont les principales motivations sont écologiques. Le terme a été créé par Lisa Hymas, éditorialiste au *Huffington Post* et co-fondatrice du site politico-écologique *grist.org*.



LA FAST À LA SAUCE



FASHION ÉCOLO ?

Ces dernières décennies, l'industrie textile est devenue synonyme de surconsommation. En raison de son impact environnemental, elle est régulièrement sous le feu des critiques. Si les marques disent s'engager pour répondre aux enjeux écologiques, la question du greenwashing (ou « écoblanchiment ») se pose.

Par Emilie DIAS, Sabrina EL MOSSELLI et Clément MACHECOURT
Photos : Joséphine MAUNIER et AFP

Dans l'immense magasin de prêt-à-porter Zara, rue Alsace-Lorraine à Toulouse, les clients affluent pour acheter leurs derniers cadeaux de Noël. Entre les rayons de pulls, robes et pantalons, une véritable effervescence gagne la boutique. Fabienne, 60 ans, est une habituée de l'enseigne espagnole.

Un tas de vêtements dans la main droite, son sac à main dans l'autre, elle regarde avec intérêt, cintre après cintre, des manteaux en laine. Elle n'oublie jamais d'examiner les étiquettes : « *Ce n'est pas seulement pour le prix. Pour moi, il est important de voir comment est fabriqué le vêtement. Celui-ci, c'est de la laine recyclée, alors je vais aller l'essayer* », lance-t-elle.

Dans le magasin, plus de la moitié des articles affichent sur leurs étiquettes des mentions comme « Au moins 50 % de matières recyclées », « Respectueux de l'environnement, des forêts », ou encore « Consommation en eau réduite ».

Un peu plus loin, chez Mango, autre géant du prêt-à-porter, de nombreux produits portent une étiquette de la gamme « Committed » (« engagé » en français), catégorie écoresponsable de l'enseigne. Là aussi, les mêmes inscriptions que chez Zara : « Vêtements fabriqués avec des matériaux écoresponsables et recyclés ». Mais que se cache-t-il vraiment derrière ces étiquettes ? De vrais engagements pour l'environnement ou une simple stratégie marketing bien rodée ?

En 20 ans, l'industrie de la mode s'est complètement métamorphosée et avec elle, les habitudes de consommation des clients. De deux collections par an, les marques de vêtements peuvent désormais sortir une collection toutes les semaines, à des prix toujours plus bas. 12 000 nouveaux produits sont ainsi lancés chaque année par le géant espagnol Zara. Un rythme effréné, pour une production textile qui a quasiment doublé depuis le début des années 2000 et qui a

PLUS DE 100 MILLIARDS DE VÊTEMENTS SONT VENDUS CHAQUE ANNÉE

valu à la filière du prêt-à-porter le nom de « fast fashion » (mode rapide ou jetable). Aujourd'hui, plus de 100 milliards de vêtements sont vendus chaque année par une industrie qui pèse 3 000 milliards de dollars, selon la branche française de l'organisation non gouvernementale (ONG) Oxfam.

Une production colossale, avec un coût environnemental élevé. C'est aujourd'hui le troisième secteur d'activité qui consomme le plus d'eau au monde – 4 % des réserves potables – selon le rapport « La mode sans dessus-dessous » de l'Ademe, l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie. La branche du textile émet chaque année 1,2 milliard de tonnes de gaz à effet de serre, ce qui représente 10 % des émissions mondiales. C'est plus que les vols internationaux et le trafic maritime réunis, et ce chiffre pourrait grimper à 26 % à l'horizon 2050 si rien ne change, toujours selon l'Ademe.

Des initiatives qui se multiplient

Face à la prise de conscience générale de l'enjeu écologique, de nombreuses entreprises ont décidé d'amorcer un virage plus vertueux. En tête des « bons élèves » de la fast fashion, H&M. Le géant suédois, qui a enregistré environ 18 milliards d'euros de ventes nettes en 2020, affiche désormais sur son site un onglet « Développement durable », qui énumère tous ses objectifs et initiatives. En 2013, la marque lance « Bring it », un programme de collecte et de recyclage de vêtements en échange de bons de réduction. Depuis le printemps 2021,



Fast fashion : Il s'agit d'un phénomène où des marques produisent très rapidement des vêtements peu onéreux. Une enseigne peut produire jusqu'à 52 collections par an, contre quatre pour une marque « classique ».

Greenwashing : Méthode de marketing qui consiste à communiquer auprès du public en utilisant l'argument écologique de manière trompeuse pour améliorer son image.

les clients membres du programme fidélité de la marque peuvent par ailleurs cumuler des points en achetant des articles de la gamme « Conscient » (« consciente » en français). Ces derniers sont fabriqués avec au moins 50 % de matières provenant de sources plus durables, selon H&M. Le groupe s'autoproclame « plus grand utilisateur de coton biologique au monde ». Dernière initiative en date : le projet « bottle2fashion », une nouvelle collection pour enfants, faite à partir de bouteilles en plastique ramassées en Indonésie et transformées en polyester recyclé.

Les objectifs du groupe sont clairs : 100 % de matières recyclées ou issues de sources durables d'ici à 2030, et une chaîne de production ayant un impact neutre sur le climat à l'horizon 2040. « Le développement durable fait partie intégrante de notre entreprise, de la création au produit final. En étant l'un des leaders du secteur de la mode, nous estimons nécessaire de continuellement nous réinventer et de participer activement à la transformation de notre industrie », indique Kahina Larichi, porte-parole en charge du développement durable au sein du groupe H&M.

Autre géant de la fast fashion à adopter une image plus vertueuse : Primark, et ses 913 millions d'euros de chiffre d'affaires pré-Covid. Impossible de faire trois pas dans l'un des immenses magasins de la marque irlandaise sans tomber sur une affiche ou

une étiquette estampillée « Primark cares » (littéralement, « Primark s'en soucie »). Le groupe dit sur son site vouloir opter pour un modèle de production plus « circulaire ». « 25 % des vêtements que nous vendons sont fabriqués à partir de fibres recyclées ou de matériaux issus de sources plus durables tels que le coton ou le polyester », affirme l'enseigne, qui vise les 100 % pour 2030. La marque veut également réduire son empreinte carbone : « En tant que grande entreprise qui produit plus de six millions de tonnes de CO2 par an [...], nous avons pour cible de réduire de moitié les émissions carbone d'ici 2030 », promet le groupe.

Des motivations commerciales

Problème : ces arguments peuvent souvent être trompeurs, comme celui du recyclage des vêtements. Selon Stéphanie, bénévole de l'association Zero Waste à Toulouse, « moins de 1 % des fibres utilisées pour faire un vêtement neuf est recyclé pour en fabriquer un nouveau ». Ce qui signifie que seule une infime partie des vêtements ramenés en magasin est réellement recyclée. Et même réutilisées, les fibres synthétiques, comme le polyester, sont issues d'hydrocarbures, donc de matières premières non renouvelables. Enfin, selon l'ONG Oxfam, l'entretien de ces vêtements synthétiques rejette, avec les lavages en machine, 500 000 tonnes de

LA FAST FASHION EN CINQ CHIFFRES



1/4

Un quart des pesticides mondiaux est utilisé pour la culture du coton



2 700 L

Pour produire un t-shirt, il faut 2 700 litres d'eau, l'équivalent de 70 douches



0,32 \$

Au Bangladesh, les ouvriers qui fabriquent ce t-shirt sont payés 0,32 dollar de l'heure



10 000 km

Produit en Asie, ce t-shirt a parcouru près de 10 000 kilomètres



20 %

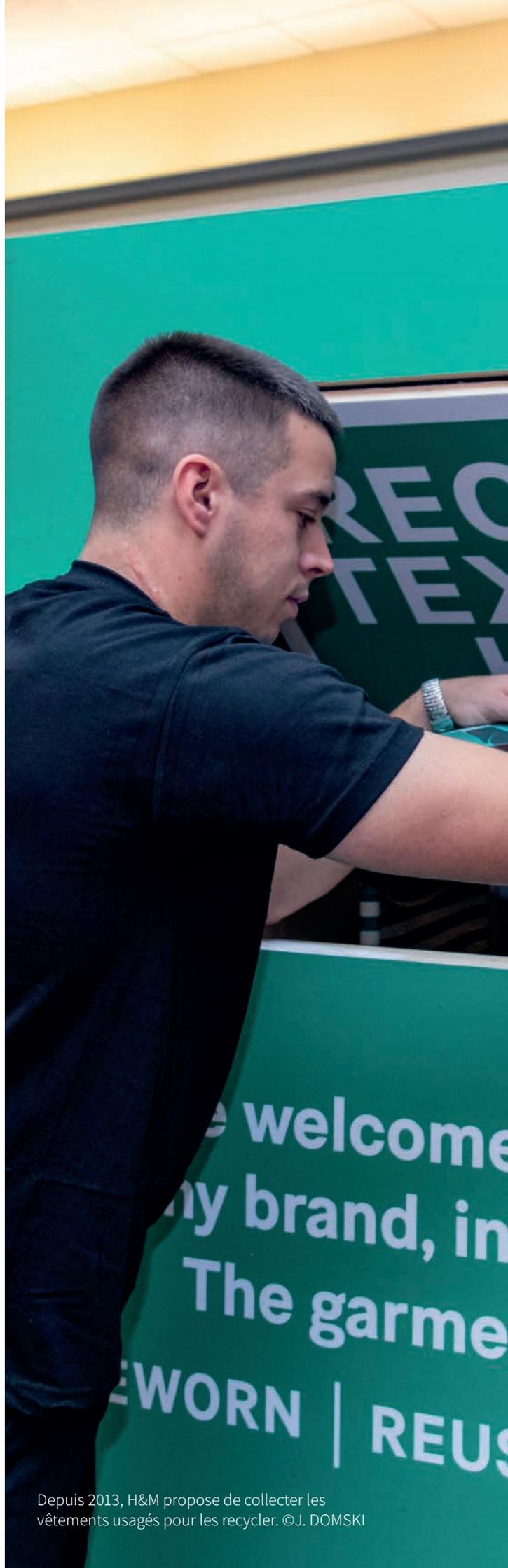
L'industrie textile est responsable de 20 % de la pollution des eaux

microplastiques dans les océans chaque année. Les marques jouent alors sur la méconnaissance de ces enjeux de la part de leurs clients. « Les consommateurs ne font pas toujours attention aux engagements pris par les entreprises, constate Béatrice Parguel, chercheuse au CNRS et spécialiste du greenwashing (ou « écoblanchiment » en français). Mais certaines sociétés s'engagent véritablement pour l'environnement et ne communiquent pas là-dessus. » En analysant les campagnes de pub des grandes enseignes, Samantha Boluda, consultante en marketing, y voit clairement du greenwashing. « Les marques utilisent des mots qui parlent à tout le monde, comme biologique ou durable. Mais ça n'a aucun sens. Durable implique une production qui dure dans le temps. Or, on parle ici de la fast fashion, qui produit des t-shirts qui sont détruits au bout de trois lavages », pointe-t-elle.

Pour la spécialiste, ces engagements dits écologiques sont « superficiels » et servent des fins purement commerciales. « Tout ça est incompatible. La fast fashion est le temple de la surconsommation. Elle ne peut pas s'engager pour une cause environnementale. Ça voudrait dire accepter une baisse exponentielle du chiffre d'affaires, analyse Samantha Boluda. Mais aujourd'hui, un nouveau facteur est apparu : l'impact de ce qu'on achète. Les marques sont donc obligées d'adopter cette nouvelle tendance si elles ne veulent pas rester sur le carreau. »

« LA FAST FASHION EST LE TEMPLE DE LA SURCONSOMMATION »

Arborer une image écolo, c'est avant tout « s'accaparer un potentiel de vente », en ramenant une clientèle qui se serait éparpillée ces dernières années et en captant les acheteurs de demain. « Les grandes enseignes ont compris que déculpabiliser le consommateur faisait vendre », analyse de son côté Stéphanie, la bénévole de Zero Waste. L'objectif de la mode jetable est donc de pousser à consommer plus. Et ça marche : selon le site Novethic, 70 % de la garde-robe des Français n'est pas portée, et un ménage jette en moyenne 12 kilogrammes de vêtements par an. Si les grandes marques de la fast fashion affichent sur leurs étiquettes





des engagements écoresponsables, très peu d'entre elles aiment communiquer plus en détail sur leur politique de développement durable. Contacté, le groupe Inditex, dont dépend Zara, a indiqué être très sollicité à ce sujet, mais a refusé de répondre à nos questions, nous invitant à consulter son site. Marine Follon, la porte-parole de Zero Waste France, dénonce un manque de transparence des marques : « Il n'y a aucun chiffre précis, aucune source sur leurs sites. On ne connaît pas les fournisseurs, les usines, le pourcentage de matières recyclées utilisées. Il est impossible de savoir où les matières sont produites, les vêtements assemblés. »

Une communication maîtrisée et un manque de transparence qui laissent penser que l'industrie du textile n'a pas envie de tourner le dos à son modèle économique actuel. De son côté, H&M concède n'être encore qu'au début de son tournant écologique. « Nous avons encore du travail. Nous nous efforçons de divulguer davantage d'informations sur nos produits, mais nous avons également besoin d'un système de mesure commun qui puisse être utilisé par l'ensemble de l'industrie de la mode, afin de comparer chaque produit de façon claire et fiable », juge la porte-parole Kahina Larichi.

Une image ternie par les scandales

Frédéric Monneyron, sociologue de la mode, estime que cet attrait pour la cause environnementale a vocation à s'inscrire dans le temps, poussant les marques à réfléchir à ces enjeux. « C'est une préoccupation qui va durer, dans ce milieu comme ailleurs. Comme les marques haut de gamme sont devenues les premières à être écoresponsables, les enseignes de fast fashion ne peuvent que suivre. »

Primark, leader dans la fast fashion à bas prix, a compris l'importance de cette stratégie commerciale verte. Or, les produits vendus par la marque sont majoritairement fabriqués en Chine ou au Bangladesh, à des milliers de kilomètres du continent européen, là où l'enseigne compte pourtant le plus de magasins et de clients. Chez Zara, H&M ou Mango, la production est systématiquement délocalisée dans les mêmes pays : Bangladesh, Chine, Turquie, Vietnam... « Évidemment, fabriquer à l'autre bout du monde n'est en rien écologique. Ces marques prennent le prétexte qu'elles s'améliorent d'année en année, mais leur commerce repose sur des conditions de travail déplorables, comme en Asie », souligne Béatrice Parguel. De fait, la fast fashion est une habituée des scandales. En 2013, Primark et son concurrent Mango sont mis en



Primark veut réduire de moitié ses émissions carbone d'ici à 2030.

cause dans l'effondrement du Rana Plaza, un immeuble de confection situé à Dacca, capitale du Bangladesh. Les 1 135 salariés qui meurent ce jour-là travaillaient, entre autres, pour les deux entreprises. Récemment, de nombreuses enseignes de fast fashion ont été pointées du doigt pour avoir recours au travail forcé. Selon un rapport rédigé par 180 ONG, « un vêtement en coton sur cinq vendu dans le monde serait le fruit du travail forcé des Ouïghours », communauté musulmane vivant dans la province chinoise du Xinjiang.

« Il faut analyser la manière de communiquer de ces entreprises, leurs priorités. Si elles font des promotions à longueur d'année, des pubs avec des célébrités, c'est qu'elles préfèrent mettre leur budget dans leur stratégie marketing et continuer à inciter les gens à consommer, plutôt que de mieux payer leurs travailleurs, souligne Marine Follon, porte-parole de Zero Waste France. On sait que pour une marque comme H&M, sur un t-shirt à 29,99 euros, 18 centimes reviennent aux travailleurs en début de chaîne dans des pays comme le Bangladesh. Moins c'est cher, plus ces entreprises font de la marge. On ne peut donc pas les dire "éthiques" ou "responsables". » Des polémiques répétées qui ternissent l'image de ces firmes.

Face à cela, certaines enseignes de prêt-à-porter veulent, elles, se démarquer en prônant la « slow fashion » (mode lente). De petites marques de vêtements émergent en France et proposent une autre façon de s'habiller. En totale opposition avec les géants de l'industrie textile, elles s'efforcent de respecter divers critères fixés par des labels, à commencer par le choix des matières.

Un contre-modèle dans l'industrie

Les marques doivent privilégier des plantations (coton, lin) ou des élevages (moutons, vaches) écoresponsables. Leur impact environnemental doit être le plus bas possible, sans utilisation de pesticides pour les cultures. La slow fashion implique également de respecter les droits des travailleurs, et donc de produire les vêtements dans des pays ou entreprises qui appliquent un code du travail, loin du modèle des ateliers usines en Asie. Enfin, tout est fait pour favoriser le circuit court, et donc limiter l'émission de CO2 au moment du transport. À l'arrivée, les clients obtiennent un produit plus éthique. Le prix s'en ressent mais le vêtement acheté est conçu pour durer dans le temps.

C'est pour prendre en compte tous ces critères qu'Éloïse Moigno a co-créé en 2017

« MOINS C'EST CHER, PLUS CES ENTREPRISES FONT DE LA MARGE. ON NE PEUT PAS DIRE QU'ELLES SONT ÉTHIQUES »

le label SlowWeAre. « Nous avons en tout 45 engagements que nous vérifions chez une marque avant de lui décerner notre certification », expose-t-elle. Traitement des matières, temps de trajet, protection des savoir-faire... SlowWeAre dit englober toutes les notions de l'écoresponsabilité. Aujourd'hui, la créatrice a attribué son label à un peu moins d'une trentaine de marques françaises, de la chaussure aux sous-vêtements.

Interrogée sur les grandes marques de fast fashion qui pourraient remplir son cahier des charges, elle est catégorique : « Très peu. Notre démarche porte sur la qualité, la leur sur la quantité. » Selon elle, le futur de la mode basculera progressivement vers une multiplication de petites marques locales et spécialisées, avec des collections réduites. « Bien sûr que les grandes marques ne vont pas disparaître et la transition ne se fera pas du jour au lendemain, reconnaît-elle. Mais je pense que c'est dans ce sens-là que nous allons. »

« Le vêtement parfait n'existe pas »

L'évolution des habitudes de consommation n'est néanmoins pas complètement actée. À la suite des deux premiers confinements, des queues impressionnantes s'étaient formées aux entrées des magasins Zara

et H&M. « Il y a aussi dans la mode et le vêtement quelque chose en plus. Il y a la sortie balade, le shopping, et surtout on travaille son image, sa personnalité en fonction des modes qui changent régulièrement », analyse Éloïse Moigno.

Les marques dites « éthiques » et les écolabels ont par ailleurs leurs limites. « Aujourd'hui, il y a énormément de labels, mais le vêtement parfait n'existe pas », juge Marine Follon. « Aucun achat n'est bon pour la planète. Si on veut consommer de manière responsable, il faut complètement revoir son rapport au vêtement », insiste Stéphanie, bénévole à l'antenne toulousaine de Zero Waste France. « La première étape qu'on oublie souvent, c'est de se questionner sur ses besoins. Ai-je besoin d'acheter autant ? N'ai-je pas déjà plein de vêtements que je ne mets pas parce que je ne sais plus ce qu'il y a dans ma garde-robe ? interroge Marine Follon. La seconde main évite les impacts environnementaux liés à la production. On peut aussi prendre soin de ses vêtements, les réparer. Il faut se défaire de ces injonctions marketing qui nous font croire qu'acheter va nous rendre heureux », lance la porte-parole de Zero Waste France. La route vers une industrie plus verte semble encore longue. 🗑️

ENGAGEMENTS ET SCANDALES :

LES CINQ DATES QUI ONT MARQUÉ LA MODE





Une ancienne génération économe

Marie-Louise Gramat s'occupe, seule, d'une ferme en Corrèze. Elle prend soin, à presque 80 ans, de deux potagers, de ses moutons et de ranger une vingtaine de mètres cubes de bois commandés tous les ans pour se chauffer. Elle mange en majorité des produits issus de son jardin et les œufs de ses poules. Dans sa cave, les réserves s'entassent : les courges et les pommes de terre de son potager, des confitures faites maison et des conserves. L'écologie ne l'intéresse pas vraiment. Elle a même tendance à critiquer ses voisins, « *ces écolos qui habitent dans des cabanes* ». Mais cela fait 34 ans qu'elle vit dans cette ferme de la manière la plus économe possible, et dans le respect de la nature. Un exemple pour les nouvelles générations ?

GÉNÉR ÉCO





ATIONS LOS

Une nouvelle génération écolo

Margaux Cichocki a 24 ans. Elle vit dans un appartement de la banlieue toulousaine, avec un petit jardin pour son chien. Depuis cinq ans, l'étudiante en école vétérinaire a revu toutes ses habitudes. Moins de viande, moins de déchets, des produits ménagers faits maison... Elle essaye, autant que possible, d'adopter un comportement écologique. Elle se déplace à vélo, fait ses courses dans des magasins bio, vise une consommation locale et achète des vêtements de seconde main. « *Je remets beaucoup de choses en question. D'un côté, je fais très attention mais de l'autre, j'ai quand même un iPhone dans la main. Il y a encore beaucoup de paradoxes dans mon quotidien* », admet la jeune femme qui cherche le bon équilibre.



Texte et photos : Perrine AUBERT et Alizée DUBUS



RÉSEAUX FLAMBÉS

À l'ère du numérique, ils sont des millions à utiliser chaque jour les réseaux sociaux. Peu à peu, le web est devenu un outil politique et militant. Sur la toile, les citoyens s'engagent et se mobilisent pour débattre et défendre leurs convictions.

Réseaux sociaux



Instagram



Snapchat



Messenger



WhatsApp



Facebook



Twitter



LinkedIn



Viber



L'ENGAGEMENT DU CLIC



Le clic-activisme, un type d'engagement en ligne.

L'activisme sur les réseaux sociaux soulève les fantasmes comme les critiques : révolution de l'engagement ou clics insignifiants ? Anaïs Theviot, sociologue et experte de la communication numérique, insiste sur l'importance du passage hors-ligne grâce aux médias ou aux manifestations.

Propos recueillis par Alizée DUBUS - Photo : Joséphine MAUNIER

Les réseaux sociaux ont-ils transformé le militantisme ?

Dès l'arrivée d'Internet puis des réseaux sociaux, dans les années 90 et 2000, un discours cyber-optimiste sur le numérique a émergé. Internet devait permettre de résoudre la crise de la représentation politique, qui se caractérise par l'abstention

ou le déclin de l'adhésion aux partis. Très rapidement, certains ont pensé que cela allait révolutionner l'engagement politique en créant une cyber-démocratie. D'autres ont avancé que le numérique allait apporter plus de violence dans les débats, plus d'agressivité. Aujourd'hui, les études montrent qu'il faut relativiser ces deux discours.

« IL NE FAUT PAS CROIRE QUE LES MILITANTS NAISSENT EN LIGNE »

Les stories ou les tweets sont-ils devenus les équivalents du vote ou de la manifestation ?

On a constaté que ceux qui militent en ligne sont aussi ceux qui militent hors-ligne. Il y a une sorte de cumul de l'engagement. Le profil de l'engagé sur les réseaux sociaux n'est pas différent de celui qui manifeste ou vote, excepté pour l'âge. Ce qui est intéressant pour le militantisme en ligne, c'est qu'il y a beaucoup plus de jeunes. Ils vont s'exprimer sur leurs réseaux alors qu'ils n'auraient pas franchi la porte d'un parti. Il y a beaucoup moins de barrières en ligne. Les effets sont positifs pour l'engagement politique, mais cela ne change pas tout, puisque le profil sociologique des engagés reste le même. Ce sont des personnes qui ont fait des études universitaires et ont grandi dans un environnement plus ou moins politisé. Les réseaux sociaux ne permettent pas de s'intéresser à la politique, mais ils constituent des moyens pour organiser et mobiliser autour d'une manifestation ou d'un événement. C'est un outil pour rassembler.

Le terme d'engagement est-il approprié ?

Il s'agit d'un engagement plus ponctuel et plus restreint. On parle d'engagement du clic ou de clic-activisme. Nous sommes bien loin de l'adhésion à un parti politique ou de la participation à des meetings. Pourtant, il peut être le point de départ d'un engagement plus profond. Lorsque quelqu'un va manifester parce qu'il a reçu une invitation sur Facebook, il a franchi le cap de son écran. C'est, en plus, un point d'accroche pour rencontrer d'autres personnes fortement mobilisées. Mais il ne faut pas croire que les militants naissent en ligne. Afficher une photo de profil noire pour soutenir le mouvement *Black Lives Matter*, cela reste symbolique. Il y a une

volonté de prise de parole politique et une envie d'affirmer son opinion, mais c'est peu concret pour la personne qui le met en avant.

La multiplication de messages militants sur Internet est-elle un effet de mode ?

L'engagement est un marqueur identitaire. Cela fait bien d'être un peu écolo, d'avoir des opinions et un rôle citoyen, c'est actuellement valorisé. La plupart des jeunes citoyens suivent des influenceurs concernés par les problèmes environnementaux. Le sujet n'est pas très clivant, et en même temps, cela permet d'accroître son nombre de followers. Il y a bien un effet de mode, des intérêts personnels et commerciaux puisque l'objectif est d'augmenter sa visibilité. Mais c'est aussi vrai pour toute personne avec une revendication plus traditionnelle. Un politique, par exemple, a toujours des intérêts ou une volonté de faire carrière.

Le clic-activisme peut-il changer la donne ?

Des milliers de partages sur Facebook sont moins parlants que des milliers de personnes dans la rue. Le numérique permet de mobiliser et d'organiser, mais souvent, il faut que cela se cumule avec un passage hors-ligne pour avoir un impact. On a vu des pétitions en ligne et des hashtags avoir des effets politiques. Les mobilisations autour du harcèlement de rue ou pour lutter contre le viol sur mineurs ont vraiment été mises en avant sur les réseaux. Mais Twitter reste, par exemple, un microcosme composé d'experts, de journalistes politiques, de militants... Tout le monde n'est pas sur ce réseau. En revanche, tout le monde va avoir accès à un journal, papier ou en ligne, ou à une télévision. Il faut que le message passe par les médias traditionnels pour qu'il touche le grand public. 🗞️

LE MÈME, 3.0 ACTIVISME

Outils de communication universels mêlant satire et détournement humoristique sur la toile, les mèmes font désormais partie intégrante des débats sociétaux et de l'engagement militant et politique. À l'image du désormais célèbre Pepe the frog, emblème des suprémacistes américains.

Par Candice DOUSSOT - Illustrations : Meme Restoration

Depuis le début des années 2010, ils pullulent sur les plateformes communautaires comme Reddit, 9gag, Imgur ou encore 4chan. Ils s'emparent des fils d'actualité des réseaux sociaux et s'invitent dans les campagnes politiques. La culture des mèmes Internet s'immisce dans le quotidien, mais n'a pas seulement le don de faire rire. Elle fédère et dénonce des phénomènes de société. C'est ce qu'ont constaté Megan Bédard, doctorante en sémiologie (*l'étude des signes et langages*, N.D.L.R), et 11 autres chercheurs dans leur ouvrage, *Pour que tu mèmes encore*.

Symboles de la pop culture détournés en masse, ils peuvent toutefois vite se transformer en véritables outils politiques. « On retrouve souvent une forme d'activisme dans les mèmes, puisqu'ils ont un potentiel indéniable pour amener les gens à prêter attention à différents enjeux, souligne Megan Bédard. C'est un format qui permet de partager des opinions et des messages de manière extrêmement efficace et rapide. Le fait qu'ils utilisent l'humour et des codes culturels qui nous sont familiers donne envie aux internautes de les partager. »

Une arme de guerre politique

Les mèmes ont été, et sont encore aujourd'hui, une mécanique appréciée des campagnes électorales. « Il y a un usage politique des mèmes depuis leur apparition aux États-Unis dans la dernière décennie. Si on revient à leur genèse, les comptes comme *Something awful* étaient tenus par des personnes extrêmement engagées, détaille la chercheuse. Au début, les mèmes se sont développés dans un environnement politique de gauche, puis l'alt-right américaine s'en est également emparée, mais plus dans la perspective de troller (provoquer, N.D.L.R) les médias mainstream (principaux, N.D.L.R). » Cette reprise par la droite alternative a été particulièrement notable lors des campagnes présidentielles de Donald Trump, en 2016 puis en 2020. Soutien du candidat républicain d'un côté, attaque directe du camp démocrate de l'autre, les mèmes étaient utilisés comme une arme de guerre communicationnelle.



Créé par Matt Furie en 2005,
Pepe the frog a été repris en
2016 par les militants pro-Trump.

« Le mème permet de miner l'adversaire, d'ironiser les messages. Il circule rapidement et indépendamment de ce qui est vrai ou faux. On peut faire valoir une opinion sans écrire de longs discours qui ne seront pas lus », résume Megan Bédard.

L'infinité des mèmes

Du côté des partisans, l'engagement se traduit par le partage et la réappropriation des mèmes et des questions politiques qu'ils soulèvent. Écologie, discrimination, travail, médias, économie... Tous les sujets se prêtent à la « mémétisation ». Or, un mème ne perdure que grâce à la volonté des internautes qui continuent de le transformer et de le faire vivre.

Son potentiel viral donnerait presque le tournis. Le Grenoblois Gabriel Kaikati a créé en 2018 la page Memes décentralisés sur Instagram, consacrée à la vie des territoires français. Deuxième plus gros compte de mèmes français, celui-ci est suivi par 335 000 abonnés sur la plateforme, et son influence est loin de se limiter à un seul réseau. « Sur Twitter, nos mèmes ont une portée absolument pharaonique. Avec un post qui fait 50 000 likes, il y aura au total quatre millions de comptes touchés », décrit-il. Une facilité de propagation qui donne à ce format un pouvoir incitatif trop souvent déprécié selon Megan Bédard.

« Les mèmes peuvent largement influencer l'opinion publique. Beaucoup en consomment sans même s'en rendre compte. On l'a vu avec la pandémie et les théories complotistes. La force des mèmes est définitivement sous-estimée, pas seulement dans leur pouvoir militant, mais aussi dans leur capacité à semer de la désinformation. » La sémiologue rappelle qu'ils restent néanmoins un très bon moyen de dépasser l'environnement médiatique dans lequel on s'enferme : « Cela crée une fenêtre vers d'autres informations et peut ouvrir à

d'autres enjeux politiques. » L'engouement autour des mèmes crée des communautés de « neurchis » (chineurs de mèmes) qui partagent et relayent des idées et des références culturelles.



Le Polite cat est apparu sur Instagram en 2018.

Pour Gabriel Kaikati, le sentiment d'appartenir à un groupe est alors incontestable. Sur son compte, il dénonce avec dérision et sans détour la centralisation du pouvoir et de l'information à Paris. « Plus notre communauté augmente, plus on a l'impression qu'il y a



Le terme de mème (« imitation » en grec ancien) vient du biologiste Richard Dawkins en 1976. Il désigne à l'époque un ensemble de comportements culturels qui se transmettent via les individus. Aujourd'hui, un mème n'est autre qu'une image ou un phénomène culturel sur Internet, qui mêle éléments visuels et textuels et que l'on peut transformer à l'infini.

« CRÉER DES MÈMES ME FORCE À NE PAS ÊTRE PASSIF »

un regain de chauvinisme depuis quelques années. Ce n'est pas de notre fait, mais on contribue énormément à ça chez les plus jeunes. Quand on a commencé, il n'y avait pas un seul compte de mèmes géographiques. Maintenant, toutes les villes en ont un. »

L'activisme de la flemme ?

Le militantisme à travers les mèmes conduit souvent, selon Megan Bédard, à ce que l'on nomme du *slacktivism* (issu du mot anglais *slacker*, « fainéant »). Sorte de cyberactivisme, il s'agit pour les internautes de s'engager exclusivement en ligne via le partage, le like ou encore le détournement d'un mème. « Les mèmes se présentent comme un rouage dans la machine pour s'engager. On les a vus devenir de plus en plus politisés pendant le confinement, puisque l'on pouvait difficilement exprimer son opinion autrement, constate la chercheuse. Ça peut aider à faire naître des mouvements collectifs, sans pour autant aller manifester. »

Virgile Bellaïche a lancé son compte Memes.ecolo il y a quatre ans, et compte 10 200 abonnés sur Instagram. Engagé pendant quelques années dans des organisations non gouvernementales (ONG)

comme Greenpeace, il a finalement quitté les actions de rue pour faire des mèmes son outil privilégié, qu'il qualifie de propagande. « Je voulais trouver un moyen de saturer un espace médiatique avec mon opinion. Je n'ai jamais trop aimé les manifestations et j'ai trouvé que les mèmes me correspondaient plus, je trouve ça plus pédagogique. »

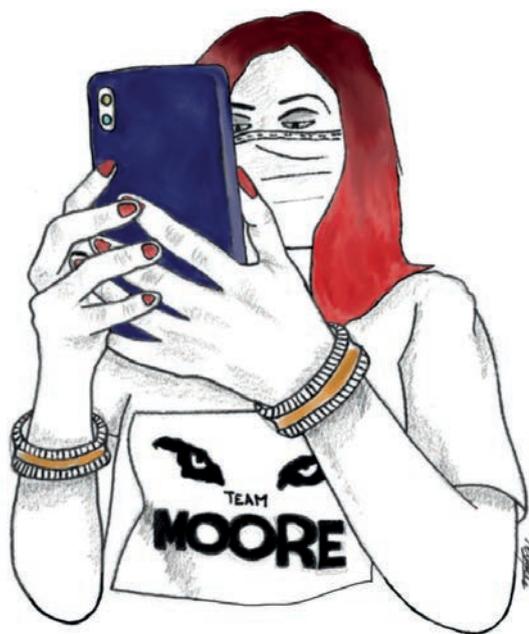
Critique acerbe d'une société qu'il considère anthropocentrée et spéciste (revendiquant la supériorité de l'Homme sur l'animal), Virgile Bellaïche manifeste toujours autant son engagement personnel. « Créer des mèmes me force à ne pas être passif. Parfois, j'en fais en réaction à un article que je trouve aberrant, ou à des projets débiles. Je fais de la veille médiatique pour sourcer mes informations et je me crée une mini-expertise sur chaque sujet, je ne donne pas juste mon avis dans un bar. »

Les comptes de mèmes sur les réseaux sociaux réunissent à eux seuls plusieurs millions d'abonnés, et les plateformes de partage brassent de leur côté plusieurs milliards de visites par jour, faisant des mèmes un véritable phénomène de société. Ils dénoncent, amusent, édulcorent, font réagir, agacent et n'ont pas fini de fédérer... du moins virtuellement. 🗑️



Philip J. Fry
de Futuruma.

EN LIGNE CONTRE LA PÉDOCRIMINALITÉ



Ils croient discuter sur les réseaux sociaux avec une enfant. C'est pourtant à Neila Moore, 36 ans, cachée derrière un faux profil, que ces hommes envoient des messages sexuellement explicites. Elle piège et dénonce ces prédateurs avec le collectif citoyen baptisé la Team Moore, pour que « *la peur change de camp* ».

Texte et dessins : Mariane RIAUTÉ

Six heures du matin, le réveil sonne. Sans broncher, Neila Moore – c'est un pseudonyme – s'empare de son portable. Elle doit répondre aux messages que lui ont envoyés quatre prédateurs sexuels pendant la nuit. Malgré l'horaire matinal, la Lyonnaise est déjà dans la peau de son personnage : Stella, une fillette de 14 ans, rapidement devenue la proie d'hommes bien plus âgés qu'elle sur Facebook. Neila, mère de trois enfants, est membre de la Team Moore. Ce collectif international d'une cinquantaine de bénévoles piège les pédocriminels sur les réseaux sociaux pour les dénoncer aux autorités. En 2019, Neila découvre une publication Facebook de Steven Moore, un père de famille, qui annonce fonder le collectif. Elle le rejoint quelques



semaines plus tard, « *écœurée* » par les histoires de pédophilie qu'elle lit dans la presse. Lorsque Neila quitte son domicile pour exercer son métier de femme de ménage, elle s'oblige à ignorer les messages qu'elle reçoit. Elle ne reprend le cours de ses discussions virtuelles qu'à l'heure du goûter, une fois le seuil de son appartement franchi. Pour être la plus crédible possible, Neila soigne chaque détail. Elle se connectant, par exemple, à des horaires qui correspondent à l'emploi du temps d'une écolière. « *Il faut jouer correctement son personnage d'enfant* », appuie la Lyonnaise à la chevelure rouge.

Des horreurs au quotidien

Au bout de quelques minutes, Stella reçoit une nouvelle invitation sur Facebook. À peine la requête acceptée, l'homme d'une quarantaine d'années ne perd pas de temps et lui envoie un message. Il se présente à la fillette, puis lui demande si son âge la dérange. La femme cerne assez rapidement le personnage : « *Il y a les pervers qui parlent de sexe au bout de trois messages, et il y a les faux anges gardiens, comme lui, qui essaient pendant des mois de mettre l'enfant en confiance.* »

Après trois années à discuter avec ces prédateurs, elle sait à l'avance ce qu'elle va leur répondre, et le fait comme le ferait une

adolescente. Les membres de la Team Moore attendent que ces hommes prennent contact d'eux-mêmes ; ils veillent à ne tenir aucun propos incitatif, ne les interpellent pas et ne divulguent pas d'identité. Sans ces précautions, leur activité pourrait être considérée comme illégale et condamnable.

Selon Neila, 90 % de ses interlocuteurs franchissent un cap supplémentaire en envoyant des photos intimes. Chaque jour, la trentenaire voit défiler les images et les vidéos à caractère sexuel reçues par Stella, des contenus souvent insoutenables. « *Malheureusement, ces horreurs sont devenues quotidiennes. Mon cerveau s'est habitué à voir ça* », constate-t-elle avec résignation, le regard figé sur son portable. Certains échanges durent des mois, d'autres ne nécessitent que quelques jours pour que Neila juge qu'il y a corruption de mineur. Quand ces hommes commencent à demander à l'enfant d'envoyer des photos intimes ou de se toucher, Neila les signale immédiatement aux autres membres de la Team Moore. Ils prennent alors le relais et constituent un dossier pour la justice, agrémenté des captures d'écran de la conversation avec la personne impliquée. « *Si le suspect a mis six mois avant de tenir des propos répréhensibles, il y aura parfois jusqu'à 700 captures d'écran. Généralement, il y en a entre 100 et 200* », raconte la mère de famille.

Après avoir relu et corrigé le dossier, Neila l'envoie au procureur ou à des policiers exerçant dans la zone géographique du suspect. Elle ne sait jamais à quoi s'attendre quand elle reçoit une réponse : une demande d'audition, la prise en compte d'un signalement ou bien un refus de donner suite ? « *J'ai toujours le cœur qui bat fort quand je reçois une notification* », avoue Neila, qui gère la boîte mail du collectif.

Un engagement destructeur

« *Je travaille pour la Team Moore 50 heures par semaine et je parle avec ces hommes tous les week-ends. Je suis K-O...* », soupire Neila Moore, avant de se laisser tomber lourdement sur son canapé.

Lorsqu'elle a rejoint le collectif, Neila ne comptait pas ses heures, effectuées bénévolement. Désormais, elle cumule deux emplois en parallèle, soit 70 heures par semaine, pour pouvoir s'en sortir financièrement. « *Avant, je faisais du sport et je jouais à la console. Aujourd'hui, je n'ai plus de temps pour les loisirs, je ne vois presque plus mes enfants. Il m'arrive d'avoir envie de retrouver ma vie d'avant, mais ce combat est comme une addiction, confie-t-elle. Il peut sauver des enfants !* »

« *Maintenant, je fais attention, mais pendant deux ans, j'ai travaillé 24 heures sur 24 pour la Team Moore. Mes enfants en ont beaucoup pâti* », se remémore Neila, rejointe sur le canapé par l'un d'entre eux. Elle s'oblige à abandonner son téléphone dès 21 heures et en profite pour regarder la télévision, « *histoire de me dire que j'ai une vie normale* ».

S'ajoutent à ces longues journées des conversations téléphoniques avec le fondateur du collectif, Steven Moore, pour gérer l'ensemble de l'équipe. Ce dernier l'a formée à créer et à utiliser un compte d'enfant virtuel pour discuter avec des prédateurs sexuels. En 2019, ni l'un ni l'autre ne pensait que l'aventure prendrait cette ampleur. Après trois ans d'action, les bénévoles ont permis l'arrestation de 53 pédocriminels suite à l'envoi des dossiers aux autorités. Le collectif ne

reçoit cependant pas toujours de réponse, cette coopération n'étant qu'officiuse. La Team Moore porte aujourd'hui plusieurs revendications : un cadre légal pour travailler « *conjointement* » avec les autorités, une collaboration officielle avec la police, des peines plus lourdes pour les pédocriminels, et un salaire pour le travail accompli. Et tant qu'il y aura des vies en jeu, Neila ne compte pas abandonner le combat. 🗑️



Neila est hantée par les messages qu'elle reçoit.



Un acte fondateur de la Révolution française : le serment du Jeu de Paume, peint par Jacques-Louis David. ©B. FERNANDEZ



Depuis la Révolution française de 1789, la France est, dans l’imaginaire collectif, une terre de soulèvements. Fidèle à sa réputation, le pays a donc perpétué pendant près de 250 ans cette tradition de manifestations, plus ou moins violentes. « *On a tendance à l’exagérer, mais il y a une vraie culture de la contestation en France avec la Révolution française, les barricades...* », estime Arnaud-Dominique Houte, historien et spécialiste des mouvements sociaux français. En 1871, la Commune de Paris est proclamée, après des semaines d’émeutes. En pleine débâcle face à la Prusse, les travailleurs parisiens instaurent un régime socialiste et libertaire qui se finira par des exécutions de masse. Voilà pour les débuts de la III^e République. La suite n’est pas moins mouvementée : le 6 février 1934, les ligues fascistes se réunissent à l’occasion d’une manifestation antiparlementaire. Bilan : une trentaine de morts, 2 000 blessés et un État en souffrance.

RADICA ENG



Manifestants et policiers se font face en Mai 68. ©J. MARIE





Une barricade de la Commune de Paris en 1871.



Les ligues fascistes lors de la manifestation du 6 février 1934. ©R. DAUZY

LE MEMENTO AGÉ

Arnaud-Dominique Houte estime que ces années correspondent au « *sommet de la violence* » dans l'histoire républicaine. Depuis, Mai 68 et les Gilets jaunes en 2018 comptent parmi les derniers grands rassemblements sociaux marqués par la violence, et sont régulièrement comparés. « *Les Gilets jaunes sont désorganisés, ce qui facilite l'agitation* », analyse l'historien. Une histoire de l'engagement brutal ne saurait passer les *black blocs* sous silence. Mais il est difficile de parler d'un mouvement à part entière, il s'agit plutôt d'une tactique de manifestation désormais éprouvée. Ce type d'action prend ses racines à Berlin-Ouest dans les années 80 et commence à être médiatisé aux États-Unis dans les années 90. Ce courant rassemble des militants vêtus de noir et revendiquant la violence, généralement d'inspiration libertaire, communiste ou anarchiste. Aucun chiffre officiel n'existe sur les *black blocs* en France.

Par Sacha TISIC - Photos : AFP



Rassemblement des Gilets jaunes en 2018. ©M. MAGNINET



Les black blocs le 1^{er} mai 2018 à Paris. ©T. SAMSON



école
de **journalisme**
de Toulouse

